



Assemblée générale

Soixante-quatorzième session

25^e séance plénière

Lundi 4 novembre 2019, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Muhammad-Bande (Nigéria)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 73 de l'ordre du jour

Rapport de la Cour pénale internationale

Note du Secrétaire général (A/74/324)

Rapports du Secrétaire général (A/74/325 et A/74/326)

Projet de résolution (A/74/L.8)

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de souhaiter la bienvenue à l'Assemblée générale au juge Chile Eboe-Osuji, Président de la Cour pénale internationale.

La promotion de la justice et du droit international a toujours été une composante fondamentale des travaux de l'Assemblée générale. Au cours de la semaine de haut-niveau, les chefs d'État et de gouvernement ont réitéré leur soutien à un ordre mondial pacifique, prospère et juste basé sur un état de droit robuste. Le Statut de Rome reste un jalon dans notre voyage commun vers la justice. Son adoption atteste de la détermination des États Membres à mettre fin à l'impunité pour les crimes les plus graves au regard du droit international. Il est clair que les activités menées par la Cour pénale internationale dans l'exercice de son mandat au titre du Statut de Rome sont en phase avec le travail que nous effectuons tous pour promouvoir la justice et l'état de droit aux fins de la pérennisation de la paix.

Alors que nous nous apprêtons à célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'ONU, il nous faut réfléchir à ce que nous avons réalisé en termes de promotion de l'état de droit et nous engager à vaincre tous les obstacles rencontrés sur notre chemin. Un ordre international fondé sur des règles est le meilleur moyen de garantir l'instauration de la paix et de la sécurité, le développement durable et les droits humains.

Alors que nous examinons ce point de l'ordre du jour aujourd'hui, je voudrais croire que nous garderons à l'esprit notre engagement commun en faveur de la justice et de la paix internationales. Je suis convaincu qu'en œuvrant de concert, nous réussirons à concrétiser tous ces idéaux.

J'ai maintenant l'honneur d'inviter le juge Chile Eboe-Osuji, Président de la Cour pénale internationale, à prendre la parole.

Le juge Eboe-Osuji (Président de la Cour pénale internationale) : J'ai l'honneur de vous présenter, pour la deuxième fois au cours de mon mandat de Président de la Cour pénale internationale (CPI), le rapport annuel de la Cour à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le rapport de la Cour a été distribué en tant que document officiel de l'Assemblée générale sous la cote A/74/324. Je ne reviendrai pas en détail sur son contenu; je me contenterai de donner à l'Assemblée un aperçu de la situation actuelle de la Cour, tout en abordant de façon plus détaillée certaines questions d'actualité.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

19-34969(F)



Document adapté

Merci de recycler



(l'orateur poursuit en anglais)

Avant de poursuivre, je voudrais prendre le temps de féliciter M. Tijjani Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale. J'ai la chance de le connaître personnellement. C'est un homme dont l'immense habileté intellectuelle n'est éclipsée que par son aptitude naturelle à l'humilité et par son sens spontané du devoir. L'Assemblée générale de l'ONU est vraiment entre d'excellentes mains.

Je voudrais, pour commencer, exprimer à l'ONU la reconnaissance de la Cour pour l'assistance et l'appui constants et précieux qu'elle apporte à la CPI, même si c'est sur une base non remboursable, si besoin. Comme indiqué en détail dans le rapport écrit de la Cour, cette assistance couvre un large champ et inclut la coopération sur des questions comme les services de conférence, le transport, la communication, l'assistance médicale et les arrangements de sécurité. Cette assistance, particulièrement dans le cadre des opérations hors siège, est vraiment cruciale pour le travail de la Cour.

Au nom de la Cour, je remercie sincèrement le Secrétaire général et les hauts responsables de l'ONU de cette forme d'appui et d'autre à la Cour – alors que nous nous évertuons à atteindre nos objectifs communs de paix, de sécurité, de développement humain et de respect du droit international, et à en garantir la jouissance universelle.

Je remercie aussi les précédents Présidents de l'Assemblée générale de l'appui politique et moral qu'ils ont, dans la mesure du possible, apporté à la Cour. J'ai été témoin quand cet appui a été fourni par la Présidente de l'Assemblée générale, M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés durant son mandat. Et je le vois déjà venir de la part de M. Muhammad-Bande.

(l'orateur reprend en français)

La coopération des États reste tout aussi importante pour les activités de la Cour. Nous sommes extrêmement reconnaissants pour la coopération étroite que la Cour reçoit de nombreux États, que ce soit en matière de communication d'informations, d'organisation des déplacements de témoins, d'accès aux documents ou de gel des avoirs.

Il y a toutefois un domaine – celui de l'exécution des mandats d'arrêt – où le manque de coopération aboutie constitue un obstacle majeur à la capacité de la Cour de s'acquitter de son mandat. Un aspect important de cette situation préoccupante concerne les Nations Unies. Plus

de la moitié des mandats d'arrêt en souffrance – huit pour être précis – ont trait à des situations renvoyées au Procureur de la CPI par le Conseil de sécurité. L'obligation qui incombe aux autorités libyennes et soudanaises de coopérer pleinement avec la CPI découle de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. J'exhorte le Conseil à prendre des mesures concrètes afin de faire en sorte que les autorités libyennes et soudanaises accèdent aux demandes de coopération qui leur ont été adressées, s'agissant en particulier de l'arrestation et du transfèrement des suspects actuellement en fuite.

(l'orateur poursuit en anglais)

Il demeure inacceptable qu'aucun tribunal n'ait eu à connaître, comme il se doit, des allégations de comportement criminel d'une telle gravité dans le cadre de ces affaires. Cela est inacceptable du point de vue des victimes; cela est inacceptable du point de vue de la communauté internationale; et cela est inacceptable du point de vue de l'état de droit. Je voudrais souligner que chaque suspect présenté devant la Cour a droit à une audience juste, conformément aux garanties les plus solides d'une procédure régulière accordée au titre des règles internationales.

Qu'il me soit permis de présenter un très bref résumé des activités de la Cour menées au cours de l'année dernière. Des jugements définitifs – jugements de première instance pour dire si oui ou non l'inculpé était coupable – ont été rendus dans deux affaires.

Un de ces procès est celui de M. Bosco Ntaganda, qui a été reconnu coupable de 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour des faits commis dans le district de l'Ituri, en République démocratique du Congo. La défense a déposé un appel, qui est en cours.

Le deuxième des deux procès concerne des procédures à l'encontre de M. Laurent Gbagbo et de M. Charles Blé Goudé, concernant des allégations de violence électorale en Côte d'Ivoire. La Chambre de première instance a acquitté les deux accusés à la fin de la présentation des éléments de preuve à charge, à la suite de ce que les avocats qualifient dans certaines parties du monde de présentations en « insuffisance des moyens à charge ». La Procureure a fait appel de cette décision, et la procédure d'appel est en cours.

Le troisième procès, qui concerne M. Dominic Ongwen, se poursuit avec la présentation des éléments

à décharge. Cette affaire porte sur des allégations de crimes commis dans le nord de l'Ouganda.

En ce qui concerne les nouvelles affaires portées devant la Cour, des chefs d'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ont récemment été confirmés contre M. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud pour des actes qui auraient été commis à Tombouctou, au Mali. À moins que la défense n'obtienne gain de cause après avoir fait appel de la décision de confirmation de la Chambre préliminaire, le procès devrait commencer l'année prochaine.

La Cour a lancé ses premiers mandats d'arrêt en ce qui concerne la deuxième situation relative à la République centrafricaine, relative à la violence armée qui a débuté dans le pays en 2012. Dans ce contexte, M. Alfred Yekatom et M. Patrice-Édouard Ngaïssona ont été transférés à la Cour en novembre et en janvier derniers, respectivement. La Chambre préliminaire poursuit ses délibérations avant de rendre sa décision sur la confirmation des charges, après avoir tenu des audiences à cet effet de septembre à octobre.

Au-delà des travaux de la Section préliminaire et de la Section de première instance, la Chambre d'appel a été extrêmement occupée durant la période considérée. Parmi les événements les plus notables, la Chambre d'appel s'est prononcée sur une question de coopération concernant la non-exécution par le Royaume hachémite de Jordanie d'un mandat d'arrêt émis par la Cour contre M. Omar Al-Bashir, qui était Président du Soudan au moment où la demande de coopération a été formulée. La question était de savoir si le Président Al-Bashir, qui était Président à ce moment-là, jouissait d'une immunité qui le protégeait contre une arrestation au titre du droit international.

Après une audience d'une semaine durant laquelle la Chambre d'appel a entendu les arguments de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, ainsi que plusieurs professeurs de droits spécialisés dans ce domaine, la Chambre d'appel a rendu sa décision dans cette affaire. Dans sa décision, la Chambre d'appel a déterminé que dans les circonstances particulières de cette affaire, le droit international n'accordait aucune immunité à M. Al-Bashir par rapport à la Cour. La Chambre d'appel a pris le temps nécessaire pour se décider et a clarifié et réglé la question juridique en cause pour étoffer la jurisprudence de la CPI.

Toujours durant la période considérée, la Procureure a demandé l'autorisation judiciaire d'ouvrir

une enquête sur les crimes contre l'humanité qui auraient été commis contre le peuple rohingya du Myanmar, qui n'est pas partie au Statut de Rome, mais dont la conduite a englobé la déportation des victimes au Bangladesh, qui est un État partie au Statut. Cette demande a fait suite à une décision de la Chambre préliminaire I par laquelle celle-ci avait confirmé que la Cour pouvait exercer sa compétence si au moins l'un des éléments d'un crime relevant de la compétence de la Cour ou une composante de ce crime a été commis, ou accompli, dans le cas présent, sur le territoire d'un État partie au Statut de Rome.

En ce qui concerne l'Afghanistan, la Chambre préliminaire a rejeté la demande de la Procureure d'ouvrir une enquête sur la situation dans ce pays. La Procureure et certains représentants de victimes ont depuis interjeté appel de cette décision. Cet appel est pendant devant la Chambre d'appel. La demande de la Procureure dans cette situation est fondée sur la théorie que les événements présumés se sont produits sur le territoire de l'Afghanistan, qui est partie au Statut de Rome, ou que les violations présumées ont également été commises sur le territoire d'autres États parties au Statut de Rome.

Comme l'Assemblée le sait certainement, la Cour s'est attiré de fortes critiques par cette décision, en particulier de la part de représentants de groupes de victimes qui ont été profondément déçus par la décision de la Chambre préliminaire. Toutefois, mon exposé sur cette question serait nécessairement incomplet s'il n'était mentionné dans le procès-verbal de l'Assemblée que cette polémique a également été provoquée par la menace politique directe lancée contre la Cour par l'ancien Conseiller national pour la sécurité et le Secrétaire d'État du Gouvernement des États-Unis, respectivement. Ces événements regrettables n'ont pas leur place dans une société qui respecte l'état de droit. La Cour doit cependant faire son travail sans se laisser distraire par les menaces et les controverses, qu'elles viennent de victimes profondément déçues par des décisions qu'elles n'apprécient pas ou de représentants d'États qui sont soucieux de prévenir une décision dont ils ne veulent pas. La communauté internationale et chacun de ses membres doivent veiller à ce que rien ne puisse menacer l'indépendance dont a besoin la Cour pour s'acquitter de son mandat au service de l'humanité.

La Procureure a achevé son examen préliminaire au Gabon, concluant que les informations disponibles ne fournissaient pas de base raisonnable permettant de

croire que des crimes relevant de la compétence de la Cour avaient été commis. Elle a donc refusé d'ouvrir une enquête. Le Bureau du Procureur est en train de mener des examens préliminaires concernant huit situations potentielles et fait enquête sur 11 situations.

Je dois dire quelques mots sur le travail de justice réparatrice entrepris dans le cadre du système du Statut de Rome. Plus de 10 000 victimes ont été autorisées à participer aux procédures de la CPI et à demander des réparations pour les dommages subis. Ce nouvel accent sur la justice réparatrice représente un important changement de paradigme, contrairement aux procédures des tribunaux *ad hoc* pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, qui étaient presque exclusivement axées sur la justice punitive. Le Fonds au profit des victimes de la CPI est en train de mettre en œuvre les premières ordonnances judiciaires de la Cour relatives aux réparations.

Dans le cas de M. Ahmad Al Faqi Al Mahdi, qui a plaidé coupable de crime de guerre pour avoir détruit des monuments religieux à Tombouctou, au Mali, les juges ont ordonné une série de mesures de réparation adaptées aux circonstances, notamment des compensations individuelles pour les personnes dont les moyens de subsistance dépendaient des sites du patrimoine protégés, des mesures symboliques qui signalent une reconnaissance publique des dommages moraux subis, des mesures communautaires visant à relancer l'activité économique perdue et la diffusion des excuses de M. Al Mahdi dans les langues parlées à Tombouctou. Dans une autre affaire, celle de M. Germain Katanga, les juges ont ordonné une réparation en espèces à titre de mesure symbolique, mais aussi une réparation collective sous la forme d'un soutien psychologique et d'un appui au logement, aux activités génératrices de revenus et à l'éducation.

L'idée générale est que les mesures de réparation visent spécifiquement à réparer le préjudice que les victimes ont subi du fait des crimes pour lesquels la Cour déclare l'accusé coupable. Si le défendeur dispose de moyens financiers, ceux-ci seront réquisitionnés et utilisés pour les réparations. Mais s'il est indigent, le Fonds au profit des victimes peut utiliser les dons volontaires reçus de gouvernements et de donateurs privés pour verser des réparations aux victimes.

En outre, au-delà des quatre coins de la salle d'audience, des centaines de milliers de victimes en Ouganda et en République démocratique du Congo ont bénéficié des programmes du Fonds au profit des

victimes au titre de son mandat d'assistance. Le mandat d'assistance décrit l'aspect de l'action du Fonds qui vise à apporter une aide aux victimes évidentes de crimes, sans tenir compte de la preuve de la culpabilité de l'auteur pour le préjudice subi par les victimes. Le Fonds élargit actuellement la portée de son mandat d'assistance à la République centrafricaine et étudie la possibilité de lancer des projets similaires dans plusieurs autres pays.

Je me dois de signaler que la capacité du Fonds à apporter une contribution significative dépend dans une large mesure de ses moyens financiers. À cet égard, j'appelle instamment tous les États Membres de l'ONU à verser des contributions volontaires au Fonds au profit des victimes afin d'appuyer son important travail dans ce domaine.

Qu'il me soit permis de réaffirmer dans ce contexte les valeurs essentielles et les dividendes de la CPI pour notre monde. À cet égard, je dois noter que quelques semaines à peine avant l'adoption du Statut de Rome en 1998, le Président Nelson Mandela a rappelé au monde que les êtres humains s'étaient déjà infligés suffisamment d'horreurs les uns aux autres, faisant observer que nombre de ces horreurs auraient pu être évitées, ou du moins minimisées, si une cour pénale internationale efficace et fonctionnelle avait existé. Cette cour pénale internationale permanente que Madiba avait souhaitée est désormais en place – un mécanisme permanent pour garantir la reddition de comptes éventuelle pour ceux qui, à l'avenir, soumettront d'autres personnes à des horreurs telles que le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et même le crime d'agression, à l'égard duquel la CPI est aujourd'hui compétente. Au cours de ses 17 années d'existence, la CPI a fait beaucoup plus que beaucoup ne l'imaginaient. En fait, la CPI a fondamentalement changé la façon dont le monde envisage l'application du principe de responsabilité pour les crimes atroces susmentionnés.

Il convient de rappeler ce que l'ancien Secrétaire général Kofi Annan a déclaré à l'occasion de l'adoption du Statut de Rome :

« Jusqu'à présent, les auteurs de crimes contre l'humanité savaient que, tant qu'ils demeureraient puissants, aucun tribunal d'ici-bas ne pourrait les juger. »

Cette observation permet de saisir l'objectif essentiel de la CPI et sa valeur durable pour l'humanité. Avec la mise en place de la Cour pénale internationale permanente, même les hommes les plus puissants – et

ce sont généralement des hommes – ne peuvent plus être certains qu'ils resteront impunis s'ils commettent contre leurs semblables les crimes odieux que le Statut de Rome interdit.

Même si les circonstances actuelles semblent rendre l'impunité possible dans l'intervalle, les auteurs de crimes et leurs complices devront désormais reconnaître que leur impunité sera toujours illicite aux yeux du monde et qu'elle ne durera peut-être pas, tant que nous aurons une cour pénale internationale permanente qui posera des questions de responsabilité à long terme sur la scène internationale lorsque ces questions ne sont pas posées dans le pays concerné. Ceux qui posent ces questions se heurteront peut-être à des résistances, voire à des menaces stridentes, mais tant que la CPI sera opérationnelle, ces questions finiront par être posées, et c'est grâce à cela que la CPI apporte une valeur corrélative de dissuasion. On n'insistera jamais assez sur la valeur de la dissuasion. Il y a de nombreuses raisons d'insister sur le fait que l'existence même de ce mécanisme judiciaire permanent, qui demande des comptes à ceux qui doivent en rendre, constitue véritablement, à tout le moins, un obstacle incommode pour ceux qui seraient tentés de commettre des crimes inhumains à une échelle massive ou généralisée.

La valeur de la CPI à cet égard est particulièrement évidente dans le contexte des élections en Afrique – ma région natale – où la violence a été trop souvent utilisée par le passé comme moyen d'accéder au pouvoir politique sous la forme d'attaques généralisées ou systématiques contre les populations civiles, ce qui est, par essence, un crime contre l'humanité. Depuis l'avènement de la CPI et les premières affaires de violences électorales dont elle a été appelée à connaître, il y a eu une réduction notable du nombre de cas de violence électorale, qui ont toujours eu tendance à gâcher l'expérience démocratique lorsque cette violence est utilisée pour prendre le pouvoir au nom de la démocratie.

Comme certaines personnes présentes le savent peut-être, j'ai présidé une certaine affaire concernant des violences postélectorales en 2007 et 2008. Dans cette affaire, nous avons entendu le témoignage d'un expert, qui a déclaré qu'avant l'élection en question, les élections précédentes dans le pays avaient été marquées par des incidents violents qui avaient tendance à devenir de plus en plus virulents avec chaque élection. Mais après l'ouverture devant la CPI des procédures portant sur les violences de 2007-2008, il y a une baisse sensible

de la violence lors des élections qui ont suivi dans ce pays.

J'ai également été informé par des chefs d'État, des ministres et des dirigeants de la société civile que l'existence et les travaux de la CPI avaient eu un impact marqué et positif sur la prévention des effusions de sang dans le contexte des élections dans leur pays. C'est parce que tout le monde a vu que quiconque commettrait de telles violences pourrait se retrouver devant la CPI pour répondre de ses actes. Cette valeur dissuasive suffit à elle seule à rentabiliser l'investissement que représente la CPI. Ainsi, ceux qui financent les opérations de la Cour peuvent être assurés que leur argent n'a pas été gaspillé.

Mais la valeur critique de la Cour va au-delà de ces réalisations. Je me dois de souligner que la CPI a également un intérêt concret s'agissant du développement économique et humain durable, ce sur quoi le Programme de développement durable à l'horizon 2030 insiste à juste titre avec l'objectif n° 16.

Le concept est assez simple : il ne peut y avoir de développement durable là où les conflits, les atrocités et la peur règnent en maîtres. Certains membres de l'Assemblée m'ont peut-être déjà entendu le dire, mais l'importance de ce point justifie qu'il soit répété : le développement socioéconomique restera un rêve illusoire partout où des gens sont tués, blessés ou traumatisés à vie par toute la violence des conflits armés; partout où des millions de personnes ne sont pas en mesure de travailler en raison du ralentissement économique que provoque la guerre; partout où les agriculteurs ne peuvent pas se rendre dans leurs exploitations du fait d'opérations militaires actives ou de mines terrestres; partout où les chefs d'entreprise ne peuvent faire d'affaires parce que des guerres font rage, entraînant, comme toujours, la destruction des infrastructures économiques; partout où les enfants ne peuvent pas aller à l'école à cause des guerres; partout où de précieuses ressources, déjà rares dans bien des cas, sont gaspillées dans les armes au lieu d'être investies dans l'éducation, les soins de santé et la viabilité économique; partout où les investisseurs sont effrayés par le conflit et l'instabilité; partout où les cerveaux les plus brillants des nations sont contraints de fuir en masse en quête de pays plus sûrs; ou encore partout où les pays voisins, voire plus éloignés, doivent lutter pour faire face à l'afflux de réfugiés quittant les pays en guerre.

Cette année, le Ministre libyen de l'économie a décrit comment le conflit en cours en Libye avait

gravement endommagé l'infrastructure du pays et englouti largement plus de 40 milliards de dollars provenant des seules réserves de change de la Libye. Ce témoignage confirme ce que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale disent depuis longtemps au sujet de la relation entre conflit armé et développement économique. D'après l'édition 2011 du *Rapport sur le développement dans le monde*, importante étude publiée par la Banque mondiale :

« Le coût moyen d'une guerre civile équivaut à plus de 30 années de croissance du [produit intérieur brut] d'une économie de taille moyenne en développement. Après un épisode de violence majeur, un pays met plus de 20 ans à retrouver les niveaux d'échanges qu'il connaissait avant le conflit. »

De plus, ces implications négatives ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Il faut souligner que les effets des conflits entravent non seulement la croissance des pays directement mêlés à une guerre, mais aussi le développement régional, sans compter les problèmes migratoires auxquels j'ai fait allusion tout à l'heure.

Et nous pouvons aussi nous attarder sur le fait que le prix de la guerre peut être encore plus démoralisant à d'autres égards, puisque, selon les estimations, le coût total des deux guerres mondiales était d'environ 20 000 milliards de dollars, en monnaie actuelle, ce qui représente environ 25 % – un quart – du produit intérieur brut total de toutes les nations du monde réunies. Ce sont des sommes d'argent presque inconcevables à n'importe quel moment de l'histoire, et ce sont des sommes qui ont été gaspillées en deux guerres seulement. Nous devrions réfléchir au coût de toutes les autres guerres, en plus des deux guerres mondiales.

Est-il vraiment difficile de comprendre que l'humanité aurait été mieux servie si tout cet argent avait été investi dans la recherche de solutions à certains des problèmes les plus insolubles du monde, grâce à la science, à l'éducation et au développement? Nous pourrions imaginer, par exemple, ce qui se passerait si ces mêmes 20 000 milliards de dollars finançaient une recherche supplémentaire dans, par exemple, le cancer du sein ou d'autres cancers, ou dans d'autres maladies qui brisent le cœur de l'humanité au quotidien.

Tout cela pour dire que prévenir les conflits et les atrocités qu'ils engendrent, et y remédier avec détermination et sans complaisance dans le respect de l'état de droit constitue un objectif ayant des incidences

considérables sur les aspects les plus critiques de la vie humaine, y compris le développement économique. C'est un objectif pour le monde entier; un problème qu'aucun État ne peut régler seul – et encore moins en être épargné longtemps. Je dois souligner à cet égard qu'aucun obstacle ne sera suffisamment robuste, profond, élevé ou dangereux pour isoler durablement un pays de la vague de misère humaine qui déferle en permanence dans les cas où les crimes que le Statut de Rome proscrit sont commis et où aucun mécanisme international n'est en place pour veiller à ce que, à long terme, les responsabilités soient établies.

En tant qu'instrument multilatéral, le Statut de Rome contribue à rendre notre monde meilleur, ne serait-ce qu'en comblant ces lacunes par des moyens concrets. Il s'en acquitte en érigeant en crime les guerres d'agression et en renforçant le risque de poursuites pénales lorsque – comme c'est inévitablement le cas dans toute guerre – des crimes de guerre sont commis dans le cadre de conflits armés, quels que soient les auteurs des tirs, et lorsque des crimes contre l'humanité et des actes de génocide sont perpétrés, comme c'est souvent le cas, sous couvert de conflits armés. Ainsi, la CPI exerce une pression nécessaire contre l'état d'esprit affiché par ceux qui n'ont aucun scrupule à précipiter leur propre peuple, et d'autres, dans des conflits armés égocentriques.

La justice devrait être accessible à tous, et c'est ce que l'objectif de développement durable n° 16 nous incite à garantir. Pourtant, plus de 70 États Membres de l'Organisation des Nations Unies ne sont actuellement pas parties au Statut de Rome. Dans la pratique, cela signifie que certains des conflits tragiques qui pèsent sur l'attention, la conscience et la moralité du monde sont tout simplement hors de portée de la CPI lorsque des atrocités criminelles sont commises sur le territoire d'États qui n'ont pas ratifié le Statut de Rome ou qui ne l'ont pas rejoint. En d'autres termes, les victimes desdites atrocités sont abandonnées à leur sort, hors de l'espace de justice punitive et réparatrice créé par le système du Statut de Rome. Elles sont ainsi victimes à triple titre : à cause des atrocités qu'elles ont endurées initialement, de l'impunité dont jouiraient apparemment les responsables en l'absence d'une juridiction internationale de dernier ressort, et du manque de réparations *a minima* mises en place par le système du Statut de Rome.

En ces temps difficiles, je me fais l'écho des propos du Président nigérian, M. Buhari :

« J'invite instamment tous les États qui ne l'ont pas encore fait, dans le cadre d'une politique

internationale adoptée délibérément, à procéder à la ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale afin d'en faire un traité universel ».

Il ne s'agit pas seulement de savoir ce qu'un État donné peut en tirer, même si les avantages précis de la dissuasion sont en général évidents. Il s'agit aussi de contribuer à la réalisation des objectifs collectifs de l'humanité. Chaque ratification ajoute une brique au mur qui protège l'humanité des crimes les plus graves qui soient. Chaque ratification contribue à réduire l'impunité, et chaque ratification est une contribution à la fontaine des réparations et de l'assistance qui peuvent être utilisées de manière organisée et systématique pour étancher la soif de justice des victimes, même si c'est de la plus symbolique des manières, lorsque tout le reste a échoué.

(l'orateur reprend en français)

Je remercie à nouveau les personnes présentes de leur attention et leur souhaite une session des plus productives.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas, qui va présenter le projet de résolution A/74/L.8

M. Van Oosterom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Le Royaume des Pays-Bas s'associe à la déclaration qui sera faite aujourd'hui par l'observateur de l'Union européenne.

Nous tenons également à exprimer nos remerciements au Président Eboe-Osuji pour son exposé et notre gratitude pour les efforts inlassables que lui-même et son équipe déploient en appui à la Cour pénale internationale (CPI). Le rapport annuel de la Cour pénale internationale (voir A/74/324) donne un aperçu très clair du travail considérable accompli au cours de la période considérée, ainsi que des défis à relever. Le Royaume des Pays-Bas est fier d'accueillir la Cour pénale internationale et d'en être un fervent partisan.

Étant donné la grande importance du sujet à l'examen, qu'il me soit permis d'aborder les trois points suivants : premièrement, la lutte contre l'impunité; deuxièmement, le renforcement de la Cour; et, troisièmement, la coopération.

Premièrement, la lutte contre l'impunité est l'une des principales priorités de la politique étrangère néerlandaise. Les auteurs d'atrocités de masse doivent être traduits en justice. Malheureusement, de fortes pressions et une résistance politique entravent

l'application du principe de responsabilité et du droit pénal international. Le Conseil de sécurité est trop souvent paralysé par le recours au veto sur ces questions et, de ce fait, il n'a pas réussi à tenir les auteurs d'atrocités de masse responsables de leurs actes dans les situations où cela est le plus nécessaire. La Syrie en est un exemple regrettable. La CPI est une cour établie par les États. Malheureusement, tous les États ne sont pas encore prêts à se joindre à notre lutte contre l'impunité, mais nous continuons d'aspirer à l'universalité. Entre-temps, nous ne pouvons pas rester les bras croisés et attendre. Nous devons nous assurer que la CPI agit au mieux.

Deuxièmement, s'agissant du renforcement de la Cour, comme je l'ai dit, les Pays-Bas sont un ardent défenseur de la CPI. Cette cour incarne l'idée que les crimes les plus graves préoccupent l'ensemble de la communauté internationale. Ces crimes ne doivent pas rester impunis. La Cour pénale internationale est une organisation indispensable en matière de lutte contre l'impunité et c'est pourquoi nous devons la renforcer. Nous devons la rendre plus efficace, grâce à des jugements de très haute qualité et en la dotant de la capacité de résister aux pressions exercées par des États non parties. Nous ne pouvons permettre que des États non parties entravent l'application du principe de responsabilité pour les pires crimes internationaux que la Cour juge.

Le Royaume des Pays-Bas est favorable à des mesures visant à renforcer la Cour par l'intermédiaire de l'Assemblée des États Parties, notamment en examinant minutieusement les compétences de tous les candidats avant la tenue de l'élection des juges. Nous sommes également favorables à un examen complet du fonctionnement de la Cour par des experts indépendants. Ainsi, nous aurons une vision claire des plus grands défis actuels et des meilleurs moyens de les relever.

Troisièmement, en tant qu'États et organes de l'ONU nous devons porter un regard plus critique sur notre coopération avec la Cour dans l'exécution de son mandat. Nous sommes d'avis que tous les États doivent coopérer avec la Cour. Ils doivent exécuter les mandats d'arrêt en suspens conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du Statut de Rome ou des résolutions du Conseil de sécurité. En outre, la coopération volontaire des États est également vitale pour le fonctionnement efficace et effectif de la Cour.

Un moyen d'aider concrètement la Cour à cet égard consiste à conclure des accords-cadres sur la réinstallation des témoins, la libération des détenus

et l'exécution des peines. De plus, les États parties et le Conseil de sécurité doivent prendre des mesures concrètes pour donner suite aux constatations de non-respect. Nous demandons aussi au Conseil de sécurité d'assurer le suivi des situations qu'il a déferées à la CPI et de renforcer leur relation de coopération. Les États parties doivent appuyer et faciliter le travail de la Cour à tous les stades de la procédure judiciaire.

Il sera essentiel d'examiner tous les points susmentionnés dès que possible, afin de prendre une décision spécifique à l'Assemblée des États Parties de 2020, qui se tiendra ici à New York, et au cours de laquelle nous devrons également élire un nouveau procureur et six nouveaux juges. J'espère que tous les États pourront appuyer les mesures nécessaires pour renforcer cette importante institution, et j'appelle les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Statut de Rome et à se joindre à nous dans notre combat contre l'impunité. Notre ambition demeure l'universalité : tous les États Membres de l'ONU doivent devenir des États parties.

Pour terminer, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution publié sous la cote A/74/L.8. Ce projet de résolution prend note avec satisfaction du dernier rapport de la Cour sur ses activités. Il salue également le rôle que joue la CPI dans un système multilatéral qui a pour vocation de mettre fin à l'impunité, de renforcer l'état de droit, de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme, d'asseoir durablement la paix et de promouvoir le développement des États, conformément au droit international et aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Je présente le projet de résolution à l'Assemblée générale pour qu'il soit adopté sans être mis aux voix, et je remercie sincèrement tous les États qui s'en sont portés coauteurs. Le nombre de coauteurs indique clairement l'importance que les Membres accordent au rapport annuel de la CPI.

M^{me} Eneström (Suède) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des cinq pays nordiques, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et mon propre pays, la Suède.

Je voudrais tout d'abord remercier la Cour pénale internationale (CPI) de son rapport annuel (voir A/74/324) à l'Organisation des Nations Unies. Je voudrais également remercier le Président de la CPI, le juge Chile Eboe-Osui, pour son exposé détaillé sur les principales questions abordées dans le rapport.

Des crimes odieux sont commis en toute impunité dans le cadre de nombreux conflits et de nombreuses situations partout dans le monde. La CPI et le mandat vital qui lui a été confié de tenir les auteurs des crimes les plus graves responsables de leurs actes et de rendre justice aux victimes, tout en respectant le principe de complémentarité, restent impératifs dans la recherche de la justice internationale. La CPI joue également un rôle important en matière de promotion d'un ordre fondé sur des règles et peut contribuer à l'avancement de la consolidation de la paix et de la réconciliation après les conflits.

Pourtant, la Cour est confrontée actuellement à de nombreux défis. L'Assemblée des États parties au Statut de Rome et la Cour doivent trouver rapidement des moyens efficaces et efficients de relever ces défis, de façon à continuer d'améliorer les résultats et l'efficacité de la Cour, notamment en utilisant les ressources avec discernement et par ordre de priorité. Les pays nordiques se félicitent des efforts actuellement entrepris par les États parties, la Cour et la société civile à cet égard. La Cour doit pouvoir mener ses activités en toute indépendance et avec impartialité, et les pays nordiques appuient la Cour à cet égard. Pour concrétiser la vision des auteurs du Statut, il convient de renforcer le Statut de Rome et de la Cour pour relever ces défis.

L'universalité est au cœur de la promesse de la CPI et, plus largement, de la justice internationale. En augmentant le nombre d'États parties, la Cour sera mieux à même de faire face aux crimes internationaux les plus graves de manière plus cohérente et plus efficace. Les pays nordiques continuent d'appuyer l'adhésion universelle au Statut de Rome. Nous sommes prêts à participer à un dialogue constructif sur les difficultés rencontrées par certains États parties dans leurs relations avec la CPI. Sur la base de nos obligations statutaires, nous encourageons des discussions constructives sur les domaines dans lesquels les résultats de la Cour peuvent encore être améliorés. La poursuite du dialogue est d'une importance capitale.

L'efficacité de la Cour dans l'exécution de son mandat dépend largement de sa coopération avec les États, les autres parties prenantes et les organisations internationales. Je voudrais attirer particulièrement l'attention sur la coopération continue entre l'ONU et la CPI, telle que décrite dans le rapport. À l'instar de la Cour, nous nous félicitons vivement du soutien et de la coopération indispensables des hauts responsables de l'ONU. Nous nous félicitons également de l'appui

opérationnel apporté à la Cour par d'autres entités, services et bureaux des Nations Unies, ainsi que par divers conseillères et conseillers spéciaux et représentantes et représentants du Secrétaire général. Il demeure important d'intégrer la CPI dans le système des Nations Unies grâce au soutien qui est témoigné à ses activités dans divers rapports de l'Organisation et dans les résolutions, les déclarations et les autres documents adoptés par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes des Nations Unies.

Une coopération renforcée entre la Cour et le Conseil de sécurité demeure nécessaire. Cela est particulièrement vrai en cas de non-coopération avec la CPI, ainsi que pour améliorer le suivi des situations déferées à la Cour par le Conseil de sécurité. À la suite du renvoi devant elle des situations au Darfour et en Libye, nous notons que la Cour informe qu'elle a adressé au Conseil 15 notifications de non-coopération d'États, auxquelles ce dernier n'a toutefois apporté aucune réponse concrète. Nous exhortons tous les États à coopérer pleinement et efficacement avec la Cour, conformément au Statut de Rome et à toutes les résolutions applicables du Conseil de sécurité.

Nous notons également avec une vive préoccupation que le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de renvoyer la situation en Syrie à la CPI. Nous exhortons les membres du Conseil à poursuivre leurs efforts à cet égard. En ce qui concerne la situation en Syrie, les pays nordiques continueront tout particulièrement d'appuyer les travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Nous encourageons les autres à faire de même.

La situation au Myanmar et en particulier, les violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui auraient été commises dans l'État rakhine, demeurent très préoccupantes. Nous estimons que les conclusions du dernier rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar sont profondément inquiétantes. Nous exhortons les autorités du Myanmar à mener des enquêtes crédibles, conformément aux normes internationales. La création par le Conseil des droits de l'homme du Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar, chargé de recueillir, de rassembler, de conserver et d'analyser les

éléments venant prouver que des crimes internationaux et des violations du droit international humanitaire parmi les plus graves sont commis au Myanmar depuis 2011, est un autre pas important vers l'application du principe de responsabilité. Toutefois, un renvoi par le Conseil de sécurité à la CPI reste le moyen le plus efficace d'amener les auteurs de ces actes au Myanmar à rendre des comptes.

La pleine réalisation des droits des victimes est un aspect important du succès et de la pertinence de la Cour. Nous saluons le travail important réalisé par le Fonds au profit des victimes. Nous prenons note avec satisfaction de l'action qu'il mène en termes de soutien aux victimes de violences et de crimes sexuels et fondés sur le genre et de leur réinsertion. Les pays nordiques ont toujours appuyé le Fonds au profit des victimes, et nous encourageons les États et d'autres entités à y contribuer.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à la Procureure, qui déploie des efforts inlassables pour que justice soit faite en ce qui concerne les atrocités criminelles. Nous saluons l'action qu'elle mène pour lutter contre les crimes sexuels et fondés sur le genre et contre les atrocités criminelles commises contre des enfants, ou qui touchent de toute autre manière des enfants.

Pour que la Cour puisse mener à bien sa mission le plus efficacement possible, elle doit être adéquatement financée. Le budget de la Cour sera examiné par l'Assemblée des États parties cette année, mais nous voudrions attirer l'attention sur les activités que mène la Cour dans différentes régions du monde et sa lourde charge de travail, comme l'indique son rapport. Il est de notre responsabilité commune de veiller à ce que la Cour dispose de ressources suffisantes pour s'acquitter de son important mandat en cette période où elle est de plus en plus sollicitée. De même, la Cour a l'obligation de mener ses travaux avec efficacité et efficience.

Pour terminer, je voudrais renouveler l'engagement des pays nordiques à continuer d'appuyer fermement la CPI. Nous sommes déterminés à continuer d'œuvrer en faveur de l'efficacité, de l'indépendance et de l'intégrité de la Cour.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

M. Chaboureau (Union européenne) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La République

de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et la Géorgie se rallient à la présente déclaration.

Nous tenons à remercier M. Chile Eboe-Osuji, Président de la Cour pénale internationale (CPI), pour sa présentation détaillée. Nous remercions également la Cour pour son rapport annuel aux Nations Unies (voir A/74/324), couvrant la période allant du 1^{er} août 2018 au 31 juillet 2019, qui a été une année encore marquée par d'importants développements.

L'Union européenne et ses États membres expriment leur soutien sans faille à la CPI, en tant qu'institution essentielle pour promouvoir un ordre mondial fondé sur des règles, parvenir à une paix durable et faire en sorte que les personnes responsables soient tenues de rendre des comptes. La Cour demeure un garant important du respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme dans tous les pays, et a un puissant rôle de dissuasion. Nous soulignons également la pertinence de l'action de la Cour pour la poursuite de l'objectif de développement durable 16, car nous pensons que des institutions de justice fortes sont une condition préalable à un développement et à une stabilité durables.

Nous notons qu'au cours de la période couverte par le présent rapport, d'importants développements jurisprudentiels ont eu lieu et que des progrès ont été accomplis dans plusieurs procédures judiciaires, ainsi que dans les examens préliminaires et enquêtes en cours, ce qui a conduit, entre autres choses, à la délivrance de deux nouveaux mandats d'arrêt. Le champ géographique de l'activité de la Cour et le nombre croissant de communications à la Cour démontrent que la majorité des États continuent de considérer la CPI comme un point de référence pour la justice et la mise en cause de la responsabilité. Nous nous félicitons également de l'engagement du Fonds au profit des victimes dans la mise en œuvre des mandats d'indemnisation pour les victimes des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale, les familles et les communautés.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, la charge de travail de la Cour comprenait 11 situations faisant l'objet d'une enquête de la part de la Procureure, 10 examens préliminaires en cours et trois procès. Le Bureau du Procureur a

également effectué un nombre important de missions dans plusieurs pays du monde.

Pour que la Cour puisse gérer sa charge de travail substantielle et rester une institution moderne et efficace pour faire face aux défis d'aujourd'hui, il est impératif pour elle d'évoluer et de s'adapter à ces nouveaux défis, et d'être aussi efficace que possible. Nous saluons et soutiendrons tous les efforts visant à réviser et à rationaliser les processus administratifs et judiciaires de la Cour et à optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

Il reste de sérieux défis à relever pour le bon fonctionnement de la Cour. Nous saluons l'assistance fournie par les États en ce qui concerne les enquêtes et les poursuites et les autres demandes transmises par la Cour, mais nous soulignons qu'une coopération étroite avec la CPI demeure essentielle. Nous sommes préoccupés en particulier par le fait que l'arrestation et la remise des personnes faisant l'objet des mandats de la Cour demeurent un problème. Nous demandons instamment à tous les États d'agir pour favoriser une coopération appropriée et totale avec la Cour, y compris par le biais de l'exécution rapide des mandats d'arrêt, mais aussi pour conclure des accords de coopération volontaire avec la Cour concernant l'exécution des peines, la libération provisoire ou définitive des suspects et la relocalisation des témoins, qui sont essentiels pour l'efficacité de la Cour.

L'Union et ses États membres sont tout à fait d'accord avec la Cour pour dire que la faculté dont dispose le Conseil de sécurité de saisir la Cour peut contribuer à promouvoir la reddition de comptes par les personnes responsables dans les pays où les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale ont pu être commis, mais où la Cour n'est pas compétente. Nous soulignons également qu'un suivi rigoureux par le Conseil est nécessaire pour assurer la coopération avec la Cour lorsque celle-ci se voit renvoyer une affaire par le Conseil.

Le Statut de Rome est centré sur le principe de complémentarité, en vertu duquel les États eux-mêmes sont les premiers responsables de la traduction des délinquants en justice. L'Union européenne reste déterminée à mettre en œuvre ce principe de base par l'intermédiaire de ses différents instruments d'assistance et projets, notamment par le biais de ses programmes visant à améliorer les capacités juridiques et judiciaires des pays, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer l'état de droit. La ratification universelle du Statut de

Rome demeure notre objectif à long terme. Au cours de la période couverte par le présent rapport, l'Union européenne a poursuivi ses efforts visant à promouvoir l'universalité du Statut de Rome et de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour, ainsi qu'une meilleure compréhension du mandat de la Cour. L'Union européenne et ses États membres confirment une nouvelle fois qu'ils sont déterminés à encourager la participation la plus large possible au Statut de Rome et à préserver son intégrité, conjointement avec les États parties, les organisations internationales et régionales, ainsi que la société civile.

L'Union européenne a exprimé à plusieurs reprises sa ferme conviction de la légitimité de la Cour et sa confiance totale dans l'impartialité et l'indépendance des juges et du Procureur de la Cour pénale internationale dans l'exercice de leurs fonctions, comme le prévoient les articles 40 et 42 du Statut de Rome. L'Union européenne reste engagée pour défendre la Cour contre toute ingérence extérieure visant à faire obstacle à l'exercice de la justice et à porter atteinte au système pénal international. L'Union et ses États membres continueront d'affirmer leur soutien à la Cour dans les enceintes multilatérales et dans les dialogues bilatéraux et à lui fournir une assistance politique, financière et technique cohérente. Nos efforts conjoints rendront la Cour véritablement universelle et forte, et en feront un tribunal capable de faire rendre des comptes aux auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale et de donner enfin une voix et un nouvel espoir aux victimes innocentes.

M. Węckowicz (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne s'associe à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne au nom de ses États membres. Nous voudrions ajouter les observations suivantes à titre national.

Nous tenons tout d'abord à remercier le juge Chile Eboe-Osuji, Président de la Cour pénale internationale (CPI), d'avoir présenté à l'Assemblée générale le rapport annuel de la Cour (voir A/74/324). Le rapport dépeint les nombreuses activités de la CPI et prouve qu'elle occupe une place importante dans l'architecture de la justice pénale internationale. Cependant, elle n'occupe pas encore la place envisagée par les signataires du Statut de Rome. Le monde perçoit la CPI avec espoir et inquiétude. Les États parties au Statut de Rome la perçoivent le plus souvent avec espoir, tandis que les États non parties la perçoivent avec inquiétude. Ces derniers reconnaissent le rôle de

la Cour et coopèrent avec elle de temps à autre, mais ils remettent parfois en question le but même de son existence. Nous espérons que le travail diligent et méthodique de la Cour, ainsi que sa riche jurisprudence, feront changer d'avis les États non parties.

La Pologne continue d'appuyer fermement la CPI dans le cadre de l'ordre international fondé sur des règles. Tout au long de notre mandat au Conseil de sécurité, qui touche à sa fin, nous avons mis l'accent sur la promotion du droit international. Lors du débat de haut niveau du Conseil de sécurité sur le renforcement du droit international (voir S/PV.8262), tenu à l'initiative de la Pologne, la conclusion suivante a été tirée : un ordre mondial fondé sur des règles exige des institutions fortes pour faire appliquer la loi, ce qui est l'objectif pour lequel la CPI a été créée et la raison pour laquelle la Pologne appuie ses activités.

Cela ne signifie pas que nous ne sommes pas conscients de la nécessité d'améliorer les méthodes de travail et l'efficacité de la Cour. Bien au contraire, nous sommes d'avis qu'il faut davantage rationaliser son fonctionnement. Nous attendons donc avec intérêt d'examiner les résultats des mécanismes d'évaluation de la CPI récemment lancés et les améliorations proposées. Nous savons bien qu'il est essentiel de pourvoir de manière adéquate les postes de juges et de procureurs afin de garantir le succès de la CPI. Nous attachons une grande importance au processus de sélection du nouveau Procureur, car sa tâche, qui consiste à sélectionner les affaires et à les préparer dûment, est la pierre angulaire des procédures de la Cour.

La Cour fonctionne et fonctionnera toujours dans un environnement international complexe et doit pouvoir prendre des décisions difficiles, en tenant compte, d'une part, de la nécessité de combattre l'impunité et, d'autre part, de la possibilité de poursuivre les auteurs des crimes commis. Dans ce contexte également, la grande responsabilité qui incombe au Procureur de la CPI est centrale. Dans le même temps, nous ne devons pas oublier que la réalisation de la promesse de justice est un processus continu qui exige des efforts mutuels, aussi bien de la part de la Cour, notamment du Bureau du Procureur, que des États parties.

La Pologne tient à souligner que la CPI elle-même ne dispose pas des ressources nécessaires pour garantir le respect de ses mandats d'arrêt. La Cour doit donc s'efforcer en permanence de renforcer la confiance des États à son égard, car leur soutien est une condition préalable à l'efficacité de ses travaux. Un climat de

confiance permet également d'accroître la coopération opérationnelle et le financement.

La Pologne est prête à coopérer avec la Cour dans la conduite des enquêtes et l'administration de la justice. Nous sommes convaincus que sans la coopération des États et des organisations internationales, la Cour n'a pratiquement aucune chance d'être pleinement efficace. Cette coopération doit être fondée sur le principe de complémentarité, qui demeure le fondement du système international de justice pénale. C'est à chaque État qu'il incombe au premier chef de poursuivre les auteurs des crimes les plus graves.

La complémentarité est une solution partielle à la vaste compétence territoriale de la Cour. Des procédures judiciaires nationales efficaces mettent en place un cadre qui sied au pouvoir discrétionnaire du Procureur et permettent de réduire les dépenses de fonctionnement de la Cour.

Pour terminer, je voudrais prendre la liberté de réitérer l'espoir que grâce à son action diligente et systématique et à la qualité de sa jurisprudence, la Cour pénale internationale convaincra les sceptiques et rassurera ceux qui sont déjà convaincus qu'appuyer cet organe judiciaire international unique en son genre était la bonne chose à faire et valait tous les efforts.

M. Špaček (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne, mais je voudrais faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Tout d'abord, je tiens à remercier le Président Chile Eboe-Osuji de son exposé détaillé. Je remercie aussi la Cour pénale internationale (CPI) de son rapport sur ses activités en 2018/19 (voir A/74/324).

Le débat de l'Assemblée générale sur ce rapport est l'un des liens institutionnels importants entre l'ONU et la CPI et sert de cadre aux 193 États Membres de l'ONU pour débattre de l'action menée par cet organe judiciaire unique.

La Conférence de Rome de 1998 a créé le seul organe judiciaire international permanent ayant compétence pour connaître des crimes les plus graves au regard du droit international. L'existence de la Cour reflète tout simplement la conviction croissante de la communauté internationale que l'application du principe de responsabilité doit être partie intégrante de la résolution des conflits. Il est difficile de concevoir comment une société déchirée par un conflit peut

retourner à une paix durable et revivre normalement sans que soient satisfaites les exigences de justice et d'humanité. Le fait que près de 14 000 victimes aient participé au jugement d'affaires portées devant la Cour au cours de la période considérée est une preuve solide de l'appel à la justice en général et de la pertinence de la Cour s'agissant de situations particulières. Il faut que ces victimes voient que justice a été rendue, non seulement sous la forme de garanties d'une procédure régulière, mais aussi en recevant une aide et des réparations afin qu'elles puissent reprendre une vie normale.

La Cour ne peut mener à bien sa mission consistant à mettre fin à l'impunité pour les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de génocide et de crime d'agression que si elle parvient à l'universalité. Nous devons concentrer tous nos efforts politiques à la tenue d'un dialogue continu, ouvert et patient sur la base des valeurs communes qui sont au fondement de la CPI, qui visent à continuer de renforcer l'ordre international fondé sur des règles et à prévenir l'impunité. Dans le même temps, les États non-participants doivent être encouragés à adhérer au système du Statut de Rome afin d'éliminer les lacunes juridictionnelles territoriales ou personnelles qui permettent aux criminels d'échapper à la justice.

S'agissant de la question des liens entre l'ONU et la Cour pénale internationale, il existe une symbiose naturelle entre elles. La possibilité de renvois à la Cour conformément à l'alinéa b) de l'article 13 du Statut de Rome a élargi la gamme de mesures que le Conseil de sécurité peut prendre lorsqu'il s'agit de maintenir la paix et la sécurité internationales. La Slovaquie encourage le Conseil à utiliser cet outil unique pour procéder à des renvois lorsque des crimes touchant la communauté internationale sont commis et lorsque les autorités nationales auxquelles il incombe au premier chef de juger les auteurs de ces crimes n'ont pas les moyens ou la volonté de le faire. Cependant, à moins que le Conseil de sécurité n'assure un suivi approprié de ses renvois, notamment en s'assurant de la coopération des États Membres, cette option ne donnera pas les résultats escomptés, comme on l'a vu s'agissant des situations en Libye et au Darfour (Soudan).

Enfin et surtout, je voudrais dire qu'au cours de la période considérée, la Cour pénale internationale a pris plusieurs décisions, notamment relativement à la question de la coopération avec la Cour. La jurisprudence de la CPI peut grandement contribuer au développement et à la clarification de questions

de droit pénal international, ainsi qu'à appuyer et à guider les efforts nationaux de lutte contre l'impunité. Toutefois, pour que ce potentiel puisse se transformer en contribution effective, la Cour doit faire bien attention à ce que les décisions qu'elle prend soient claires, détaillées et fondées sur un raisonnement rigoureux.

Pour terminer, je voudrais réitérer que la Slovaquie appuie fermement la Cour pénale internationale, ainsi que la cause plus large consistant à mettre fin à l'impunité pour les crimes de droit international. Cette perspective est aussi clairement reflétée dans l'engagement et le dévouement dont a fait preuve la Slovaquie en tant que Vice-Présidente de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome et de Coordonnatrice du Groupe de travail de la Haye mis en place à New York par le Bureau de l'Assemblée.

M. García Moritán (Argentine) (*parle en espagnol*) : Avant toute chose, je voudrais remercier le juge Chile Eboe-Osuji de sa présentation à l'Assemblée générale du rapport sur les activités de la Cour pénale internationale (CPI) au cours de l'année écoulée (voir A/74/324). Je voudrais aussi remercier le juge Eboe-Osuji pour la présentation des rapports du Secrétaire général sur les informations sur l'application de l'article 3 de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale (A/74/325), et sur les dépenses engagées et les remboursements reçus par l'ONU au titre de l'assistance fournie à la Cour pénale internationale (A/74/326).

L'Argentine espère également que l'Assemblée générale adoptera encore une fois le projet de résolution sur le rapport de la Cour pénale internationale (A/74/L.8) par consensus, qui coïncide avec la présentation de ce rapport aujourd'hui et avec le débat sur ce point de l'ordre du jour.

La Cour, de par les notables activités menées depuis la présentation instructive (voir A/73/PV.28) sur les rapport précédents (voir A/73/334), démontre une fois de plus dans les faits qu'elle est un outil essentiel pour la lutte contre l'impunité, la promotion des droits de l'homme et la consolidation de l'état de droit au niveau international. L'Argentine réitère son attachement constant à la Cour, notamment en s'impliquant activement dans le travail des mécanismes prévus par l'Assemblée des États Parties, l'objectif étant de parvenir à l'universalité du Statut.

L'appui de l'Argentine à la Cour se manifeste de différentes façons, mais nous sommes particulièrement fiers d'avoir été le premier État partie à conclure quatre accords de coopération proposés par la Cour. Et l'Argentine a également ratifié les amendements de Kampala au Statut de Rome relatifs au crime d'agression et se félicite par conséquent de l'activation de la compétence de la Cour concernant ce crime.

Nous sommes satisfaits des avancées enregistrées dans le processus d'élection du prochain procureur de la Cour, en particulier de l'adoption des termes de référence et du travail accompli jusqu'à présent par le comité de sélection et le groupe d'experts. Pour l'Argentine, il est essentiel d'identifier des candidats ayant une expérience reconnue dans le domaine, qui poursuivront le travail effectué par le Procureur actuel, toujours dans le respect de l'équilibre géographique et entre les sexes et d'une représentation appropriée des principaux systèmes juridiques du monde comme principes directeurs concernant le personnel de la Cour.

Nous saluons aussi les progrès positifs enregistrés dans le processus d'examen externe indépendant, qui sera une excellente occasion pour apporter les ajustements nécessaires au fonctionnement du système du Statut de Rome dans son ensemble. Ce processus dirigé par la présidence de l'Assemblée des États Parties n'acquerra la légitimité nécessaire et n'aboutira que s'il continue d'être mené dans la transparence et l'ouverture qui l'ont caractérisé jusqu'à présent.

Je voudrais évoquer les relations entre la Cour et l'ONU. Ces relations sont cruciales et toujours mues par le respect de l'indépendance judiciaire de la Cour. Dans ce contexte, nous réitérons certaines des préoccupations de l'Argentine concernant les situations déferées à la Cour par le Conseil de sécurité, en particulier le coût de ces renvois. En dépit des règles claires qui figurent dans le Statut de Rome et dans l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale, selon lesquelles les frais de renvoi sont à la charge de l'ONU, ces coûts ont jusqu'à présent été supportés exclusivement par les États parties.

La lutte contre l'impunité est un objectif des États parties au Statut de Rome et de l'ONU, mais cet objectif doit aller de pair avec un engagement à doter la Cour des ressources nécessaires pour remplir ses fonctions. L'inaction à cet égard peut compromettre la viabilité des enquêtes de la Cour et nuire à la crédibilité de l'Organisation. De même, nous estimons qu'il est possible d'améliorer et de renforcer les relations

entre la Cour et le Conseil de sécurité, notamment en ce qui concerne les travaux des organes subsidiaires du Conseil, tels que les comités des sanctions ou le Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé.

Enfin, l'Argentine tient à souligner la contribution de la CPI aux objectifs que l'ONU s'est fixés dans le cadre de sa lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves au regard du droit international. En effet, il est indéniable que la Cour contribue à la configuration d'un système multilatéral dont l'objectif est de promouvoir le respect des droits de la personne et de parvenir à une paix durable, conformément au droit international et aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. La souffrance des victimes des crimes les plus graves est la plus grande honte de l'humanité. Nous ne pouvons permettre que ce siècle n'apporte pas des réponses fermes à ces violations et nous empêche de bâtir ensemble un monde plus juste dans le respect de la primauté du droit international.

M. de la Fuente Ramirez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique remercie le Président de la Cour pénale internationale (CPI), le juge Chile Eboe-Osuji, d'avoir présenté à l'Assemblée générale le rapport annuel sur les activités de la Cour (voir A/74/324). Nous saluons également son leadership et l'assurons du plein appui du Mexique.

En tant qu'État partie au Statut de Rome depuis 2006, le Mexique participe activement à l'Assemblée des États Parties en sa qualité de membre du Bureau et de Président du Groupe de travail sur les amendements. En outre, mon pays s'est porté coauteur du projet de résolution que nous allons adopter aujourd'hui (A/74/L.8) et est membre du Groupe des amis de la CPI à l'ONU. Au sein de l'Organisation des États américains, le Mexique est l'auteur de la résolution présentée et adoptée tous les deux ans à l'Assemblée générale de sorte à encourager les États américains à ratifier le Statut de Rome et à appliquer ses dispositions au niveau national et à coopérer avec la CPI. Nos efforts visent non seulement à appuyer et à renforcer la Cour, mais aussi à faire connaître les dispositions du Statut de Rome et les avancées en matière de justice pénale internationale qui en découlent. Dans ce contexte, et dans le cadre de la formation constante de nos fonctionnaires, le cours annuel sur le droit international humanitaire, qui a été dispensé cette année au Mexique, contenait un volet consacré à la CPI.

Ma délégation prend note des avancées judiciaires considérables obtenues par la Cour au cours de l'année écoulée. Cette année a été marquée par de nouveaux défis pour la Cour et les États, aussi bien aux niveaux institutionnel et pratique que sur le plan des relations entre la Cour et les États parties et non parties. Au niveau institutionnel, le Mexique se félicite de l'initiative visant à mener une étude sur les travaux de la CPI, qui a été demandée par la Cour elle-même. Cette analyse permettra de renforcer tous les aspects de la Cour, et nous réaffirmons l'engagement du Mexique à continuer d'œuvrer en permanence à cette fin.

Nous soulignons notamment qu'il incombe aux États parties de nommer le prochain Procureur et d'ajuster, par l'intermédiaire de l'Assemblée des États Parties, tous les aspects qui doivent être convenus collectivement pour que la Cour puisse continuer à s'acquitter efficacement de son mandat. Nous appuyons aussi l'initiative suisse visant à modifier le Statut de Rome afin de reconnaître le crime de famine dans les conflits armés internationaux et non internationaux. Nous nous félicitons de l'évolution de cette question au sein du Groupe de travail sur les amendements, et espérons que ce dernier la soumettra bientôt à l'Assemblée des États Parties aux fins de son adoption en décembre prochain.

S'agissant des questions relatives à la pratique judiciaire de la Cour, la question pertinente de la coopération entre les États et la Cour a été résolue cette année, de même que la question de la compatibilité de sa pratique avec d'autres normes internationales. La Cour a également examiné d'autres questions complexes, telles que l'interprétation des obligations de fond découlant du Statut et la portée de la compétence de la Cour dans les situations impliquant à la fois des États parties et non parties. De même, nous notons avec satisfaction la prompt exécution des mandats d'arrêt délivrés par la Cour au cours de cette période.

Nous notons également avec satisfaction que le rapport de la Cour contient des propositions spécifiques et des mesures concrètes visant à renforcer le système de justice pénale internationale. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'interaction positive de la Cour avec d'autres entités des Nations Unies et de la conclusion d'accords et d'engagements qui permettent de collaborer avec d'autres organes. L'ONU dispose de la structure et des organes nécessaires pour que les États puissent renforcer leurs capacités dans des domaines liés à la Cour, tels que l'état de droit, les droits de la

personne et la protection du patrimoine culturel, pour ne citer que quelques exemples. Les accords de ce type évitent le chevauchement des initiatives et renforcent la capacité de chaque institution de s'acquitter de son mandat.

Je voudrais conclure en réaffirmant l'attachement du Mexique à la justice pénale internationale et au renforcement du système créé par le Statut de Rome, afin d'éviter que les auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale dans son ensemble jouissent de l'impunité. Dans ce contexte, nous espérons qu'au cours des prochains mois, le Mexique ratifiera les amendements au paragraphe 2 de l'article 8 du Statut de Rome, respectivement adoptés à Kampala en 2010 et à New York en 2017.

M. Fox-Drummond Gough (Brésil) (*parle en anglais*) : La création de la Cour pénale internationale (CPI) il y a plus de 20 ans illustre bien l'impact que les valeurs et les idées peuvent avoir sur le monde réel. Sur la base des notions de dignité humaine, de lutte contre l'impunité et de justice internationale, des pays de toutes les régions du monde ont œuvré de concert pour bâtir une institution conçue pour enquêter sur les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale et les punir. Comme c'est le cas pour toute entreprise humaine, la CPI a connu des succès et des échecs. Nous devons célébrer les victoires, telles que l'octroi de réparations aux victimes et les activités de sensibilisation de la Cour, et dans le même temps, réfléchir aux moyens de relever les défis actuels.

Le Brésil, qui est fier d'avoir contribué à la création de la CPI, se félicite que la Cour soit aujourd'hui bien établie en tant que premier tribunal permanent créé pour mettre fin à l'impunité en ce qui concerne les crimes internationaux les plus graves. Parce qu'elle garantit que les individus traduits devant elle soient jugés de manière équitable et dans le plein respect de leurs droits, la Cour est un instrument important au service de la justice et de la paix.

Le rapport annuel de la Cour (voir A/74/324) décrit clairement sa lourde charge de travail au cours de la période considérée. Depuis sa création, il y a 20 ans, la Cour a été saisie de 27 affaires impliquant 45 suspects ou accusés, et a mené des enquêtes sur 11 situations. Le Brésil se félicite du fait que les deux nouveaux mandats d'arrêt ont été promptement exécutés et ont permis d'assurer le transfert des suspects à la Cour. C'est un exemple positif de l'application efficace des normes du Statut de Rome en matière de coopération.

Une autre évolution encourageante a trait aux activités du Fonds au profit des victimes, dont le mandat de réparation joue un rôle déterminant dans la promotion des droits des victimes à la justice. Cherchant à concilier justice rétributive et justice réparatrice, le Statut de Rome contient des dispositions très élaborées sur les droits des victimes, qui permettent aux victimes de participer aux procédures judiciaires et de demander des réparations. Nous prenons note avec satisfaction des informations présentées sur les projets en cours et sur l'action menée par le Fonds en faveur des victimes, de leurs familles et des communautés touchées. Nous saluons également la dimension positive de la coopération en ce qui concerne le renforcement des capacités nationales.

Il incombe à tous les États parties d'œuvrer en permanence à l'amélioration du système du Statut de Rome, en s'attaquant aux problèmes qui se posent et en lui apportant leur appui si nécessaire. Un défi important concerne l'universalité. Il me plaît de rappeler que non seulement tous les pays d'Amérique du Sud sont parties au Statut de Rome, mais qu'en plus, les États d'Amérique latine et des Caraïbes représentent le deuxième groupe régional le plus nombreux parmi les États Parties, le premier étant celui du Groupe des États d'Afrique.

Le deuxième défi concerne la relation entre la CPI et l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, le Brésil réitère ses préoccupations de longue date au sujet du financement des dépenses liées aux affaires déferrees par le Conseil de sécurité. Il s'agit d'une question structurelle qui a des incidences importantes sur la capacité de la Cour à s'acquitter de son mandat. Encore une fois, nous renouvelons notre appel en faveur de l'application de l'article 13 de l'Accord régissant les relations entre l'ONU et la Cour et de l'article 115 b) du Statut de Rome, qui indiquent que ces dépenses doivent être financées, au moins partiellement, par des fonds fournis par l'Organisation des Nations Unies et ne pas incomber intégralement aux États parties au Statut de Rome. Il est tout aussi important de souligner que, comme stipulé à l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale a la responsabilité exclusive de l'examen et de l'approbation du budget de l'Organisation. Le financement approprié des dépenses liées aux saisines par le Conseil renforcerait la crédibilité de la Cour et de l'ONU. La situation actuelle n'est ni juste ni viable.

Le troisième défi est au cœur des débats en cours à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome et au sein de ses organes subsidiaires. Divers acteurs ont

lancé des appels en faveur d'une révision du système du Statut de Rome. En tant qu'États parties, nous devons redoubler d'efforts et œuvrer de concert pour renforcer la Cour pénale internationale. Pour le Brésil, il est impératif que toute procédure d'examen préserve l'indépendance de la Cour en matière judiciaire et de poursuites, qui est la pierre angulaire de toute institution judiciaire légitime. Le Brésil suit de près les débats, tant à La Haye qu'à New York, et se réjouit à la perspective de participer à un débat fructueux durant l'Assemblée des États parties en décembre et d'apporter des contributions positives aux décisions qui seront prises à cette occasion. Nous estimons que les États parties doivent participer pleinement à toute procédure d'examen afin de garantir la légitimité et la transparence qu'exige cet exercice. L'Assemblée des États parties prendra toutes les décisions importantes concernant l'examen, en particulier celles qui ont une incidence budgétaire.

La quête de la paix et de la justice est toujours difficile. Ce défi est inhérent à la recherche d'un ordre mondial plus juste et plus coopératif. La paix et la justice sont complémentaires. Elles font partie des valeurs partagées qui ont permis à la première cour pénale internationale permanente et fondée sur un traité de voir le jour. Le Brésil est fermement attaché au système du Statut de Rome ainsi qu'aux valeurs qui ont présidé à sa création.

M. Kawamura (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Président Chile Eboe-Osuji pour son dévouement et son leadership, ainsi que pour son exposé sur le rapport détaillé portant sur les activités de la Cour pénale internationale (CPI) (voir A/74/324).

Le Japon est attaché à la lutte contre l'impunité et accorde une grande importance à la promotion de l'état de droit. C'est pourquoi il n'a eu de cesse d'appuyer la CPI depuis sa création. Mon gouvernement a toujours eu pour politique d'appuyer la CPI pour assurer son fonctionnement efficace et durable, avec le soutien de la communauté internationale. Outre qu'il est son principal bailleur de fonds, le Japon est également déterminé à appuyer la Cour en sa qualité de membre du Bureau et en mettant à sa disposition des ressources humaines qualifiées.

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire des Conventions de Genève, qui représentent un grand pas en avant vers un monde plus humain. Pourtant, aujourd'hui encore, nous

sommes témoins d'atrocités à grande échelle dans les conflits. Nous estimons que l'application du principe de responsabilité est la clef d'un monde meilleur. En ce sens, nous sommes d'avis que la CPI est une entreprise ambitieuse visant à rendre justice et à faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.

Toute institution passe par des hauts et des bas. La CPI ne fait pas exception à la règle. Dix-sept années se sont écoulées depuis sa création, et il est temps que les États parties réaffirment leurs responsabilités en tant que parties prenantes. La réforme de la CPI est essentielle pour lui permettre de s'acquitter de son mandat principal. Les États parties doivent poursuivre leurs discussions constructives sur la façon dont nous pouvons renforcer la Cour. Les États parties doivent prendre les rênes de la réforme, et l'avenir de la CPI est entre nos mains. Le Japon est déterminé à participer activement à la réforme de la CPI et à renforcer la Cour.

Je voudrais mettre en exergue trois points importants ayant trait au renforcement de la Cour, à savoir l'universalité, la stabilité et la complémentarité. En ce qui concerne le premier point, je voudrais souligner que nous sommes plus forts ensemble. Pour que la CPI soit en mesure de promouvoir effectivement l'état de droit dans le monde, il faudrait que davantage de pays y adhèrent. Sur le long terme, l'objectif de la CPI doit être de devenir une cour pénale véritablement universelle. Nous appelons les États qui ne sont pas encore parties au Statut de Rome à y adhérer. En tant qu'États parties, nous devons continuer de collaborer avec les États non parties et insister sur la valeur irremplaçable du système du Statut de Rome dans la lutte contre l'impunité.

Dans ce contexte, nous voudrions souligner qu'il convient d'adopter une approche graduelle pour obtenir l'adhésion et la coopération d'un plus grand nombre d'États. La CPI est encore une organisation relativement jeune; la recherche hâtive de résultats risque de compromettre nos efforts visant à lutter contre l'impunité. Le Japon estime que pour la CPI, la priorité doit être de poursuivre ses efforts de manière cohérente et de faire des progrès constants.

Enfin, en ce qui concerne la complémentarité, le rôle de la CPI est de compléter les juridictions pénales nationales. L'existence de la Cour ne diminue en rien le rôle important des juridictions nationales en matière de poursuites concernant des infractions graves. Intégrer ce principe dans les activités de la CPI contribuera également à améliorer l'universalité de la Cour. Le Japon estime que, en prêtant attention à la faisabilité

des enquêtes et au principe de complémentarité, et en hiérarchisant les questions comme il convient, le Bureau du Procureur pourra utiliser au mieux ses ressources et s'acquitter de son mandat fondamental.

En guise de conclusion, nous espérons que la CPI continuera de lutter avec diligence contre l'impunité, tout en renforçant sa crédibilité. Le Japon continuera d'appuyer avec force le travail de la Cour.

M. Scott-Kemmis (Australie) (*parle en anglais*) : La Cour pénale internationale (CPI) est un élément clef du système du Statut de Rome, un système conçu pour garantir que les responsables des crimes les plus graves touchant la communauté internationale soient traduits en justice. L'établissement des responsabilités pour les atrocités criminelles demeure indispensable pour pérenniser la paix et favoriser la réconciliation dans les situations d'après-conflit. C'est, à juste titre, aux États qu'il incombe au premier chef d'enquêter et, le cas échéant, de poursuivre les responsables d'atrocités criminelles. Mais la CPI a un rôle crucial à jouer en tant que juridiction de dernier ressort, lorsque les États qui, en temps normal, ont compétence ne peuvent ou ne veulent pas l'exercer. Cette complémentarité est, bien entendu, cruciale pour la réussite de la Cour.

Nous nous félicitons des principales réalisations de la Cour cette année. Nous nous attardons en particulier sur la condamnation de Bosco Ntaganda pour 18 chefs d'accusation de crimes contre l'humanité, en particulier d'esclavage sexuel et de crimes de guerre, y compris l'utilisation d'enfants soldats. Citons également le transfèrement rapide en détention, après la délivrance de mandats d'arrêt, des deux personnes mises en accusation. Nous nous félicitons également du processus de réforme en cours, qui vise à appuyer la concrétisation de l'institution robuste et efficace prévue au Statut de Rome, et à renforcer la capacité de la Cour à s'acquitter de son mandat fondamental. L'an prochain, les élections qui décideront d'un nouveau Procureur et de nouveaux juges seront tout aussi cruciales. Il est essentiel que la Cour s'attache à s'acquitter de son mandat principal en menant des procès équitables et rapides, et que le Bureau du Procureur veille à ce que des affaires bien préparées et bien étayées soient portées devant la Cour.

La Cour pénale internationale ne peut pas s'acquitter seule du mandat crucial que nous lui avons confié. Nous appelons le système des Nations Unies à veiller à ce qu'elle bénéficie d'un appui total et cohérent. Nous ne devons pas négliger le rôle critique que joue

une justice cohérente et impartiale dans la manière dont la communauté internationale réagit aux traumatismes causés par les conflits.

Fondamentalement, la CPI et l'ONU ont les mêmes objectifs en ligne de mire. L'un des principaux objectifs inscrits dans la Charte des Nations Unies, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, concorde avec le Statut de Rome. Nous avons entendu les appels répétés lancés par la Procureure pour que le Conseil de sécurité assure effectivement le suivi des situations qu'il renvoie devant la Cour. L'appui politique du Conseil aux travaux de la Cour, s'agissant des situations qu'il lui a renvoyées, est essentiel, en particulier en matière de coopération. L'interconnexion entre les mandats de l'ONU et de la CPI fait de la Cour un partenaire essentiel de l'ONU. À ce titre, il est essentiel que l'ONU fournisse à la Cour l'appui dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat. À cet égard, nous saluons les efforts consentis par l'ONU à ce jour et encourageons le Secrétaire général à continuer de renforcer la coopération conformément à l'Accord régissant les relations entre l'ONU et la CPI.

M. Leal Matta (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier le juge Eboe-Osuji, Président de la Cour pénale internationale (CPI), d'avoir présenté son rapport, publié sous la cote A/74/324, qui fait le point sur les activités de la Cour pendant la période du 1^{er} août 2018 au 31 juillet 2019.

Depuis le début des activités de la Cour, 27 affaires ont été ouvertes, concernant 45 suspects ou accusés, et des enquêtes ont été menées sur 11 situations, ce qui démontre à quel point la Cour est occupée mais qui, dans le même temps, appelle à la réflexion, puisque la nature juridictionnelle de la CPI est de traduire en justice les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, ce qui a entraîné des progrès en matière de protection des victimes, notamment pour les victimes de violence sexuelle liée aux conflits, ainsi que de lutte contre le recrutement d'enfants dans les conflits armés. Deux décennies après l'adoption du Statut, il s'impose d'évaluer la pertinence des efforts de la communauté internationale pour empêcher de nouvelles affaires qui relèveraient de la compétence de la Cour.

D'autre part, nous apprécions et prenons note des informations présentées sur les activités de la Cour, des Chambres préliminaires, de première instance et d'appel, ainsi que du Bureau du Procureur et du Fonds au profit des victimes. Mon pays considère que l'action de la Cour contribue à renforcer la justice et l'état de droit dans

les États parties. C'est pourquoi nous réaffirmons notre appui sans équivoque à la Cour pénale internationale, ainsi que notre attachement à la lutte contre l'impunité et à la prévention des atrocités. Ma délégation estime que l'appui et la coopération entre l'ONU et la Cour pénale internationale sont importants, non seulement parce qu'ils permettent de renforcer le dialogue et les relations entre ces deux entités, mais aussi parce qu'ils améliorent la visibilité des travaux fondamentaux de la Cour pénale internationale, offrant ainsi la possibilité d'asseoir son autorité et d'approfondir la connaissance de son mandat et de l'importance primordiale que revêt la coopération des États.

En outre, le Guatemala réitère son respect pour le principe de complémentarité et le renforcement des systèmes nationaux afin de garantir l'établissement des responsabilités. La compétence de l'État individuel prime pour les enquêtes et les poursuites concernant les responsables de crimes dont peut connaître la Cour pénale internationale, et la complémentarité de la Cour est précieuse dans les cas où l'État concerné n'honorerait pas cette compétence – dans le respect, toujours, de la souveraineté du pays en question.

Nous pensons également que la coopération entre les organisations internationales est d'un grand secours. C'est pourquoi nous estimons nécessaire que la Cour et le Conseil de sécurité améliorent leur coopération afin d'unir leurs forces pour contribuer à la prévention des crimes qui menacent la paix et la sécurité internationales, de concilier les efforts visant à combattre l'impunité de ces actes, et d'entretenir des échanges réguliers.

La coopération est un des fondements du bon fonctionnement de la Cour pénale internationale; par conséquent, l'engagement résolu des États parties est capital pour permettre à la Cour de garantir l'établissement des responsabilités, de rendre justice aux victimes et de les indemniser, ainsi que d'aider à prévenir de futurs crimes, dans l'esprit du Statut de Rome. Cette insistance est due à l'importance que revêt la Cour pour la justice pénale internationale, aux fins de garantir l'état de droit et la paix et la sécurité internationales.

La lutte contre l'impunité est un objectif des États parties au Statut de Rome et de l'Organisation des Nations Unies, mais cet objectif doit s'accompagner d'un engagement à doter la Cour les ressources nécessaires à l'exercice de ses fonctions. L'absence de ressources risque de compromettre la viabilité des enquêtes de la CPI. La coopération, l'assistance et l'appui de l'ONU, des États Parties et d'autres États à la Cour demeurent

indispensables pour que celle-ci puisse mener à bien ses activités et s'acquitter de son mandat.

M. García Moritán (Argentine), Vice-Président, assume la présidence.

Dans le même temps, ma délégation appelle à l'intensification d'efforts pour parvenir à l'universalité. Chaque pas vers l'universalité réduira considérablement le risque d'impunité et contribuera à renforcer la paix et la stabilité des États. C'est pourquoi nous devons continuer de promouvoir la dimension universelle du Statut de Rome tout en maintenant la dynamique des processus de ratification et d'adhésion. Au fur et à mesure que de nouveaux pays rejoindront les 122 États parties, le régime international de protection des droits de l'homme contre les violations commises par des acteurs étatiques et non étatiques sera renforcé.

Enfin, nous nous félicitons de la participation de haut niveau de la Cour pénale internationale aux activités ayant trait aux questions de genre et de l'accent qu'elle a mis sur la pertinence de son mandat au regard de l'objectif de développement durable no 16, qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins de développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Nous voudrions assurer l'Assemblée de l'appui ferme et continu de notre délégation à la Cour pénale internationale dans l'exécution de son mandat.

M^{me} Bavdaž Kuret (Slovénie) (*parle en anglais*) : La Slovénie s'associe à la déclaration qui a été prononcée par l'observateur de l'Union européenne.

Compte tenu de l'importance de la question dont nous sommes saisis, nous voudrions faire quelques observations supplémentaires. Je voudrais tout d'abord remercier la Cour pénale internationale (CPI) pour son rapport annuel (voir A/74/324) présenté à l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le Président de la CPI, le juge Chile Eboe-Osuji, pour sa présentation détaillée des questions principales dont s'occupe la Cour.

La politique étrangère de la Slovénie reste résolument axée sur la promotion de l'état de droit. Nous estimons que, en sa qualité de cour de justice, la CPI joue un rôle indispensable pour asseoir ce principe en veillant à ce que les crimes les plus graves ne restent pas impunis, et qu'il est essentiel de soutenir davantage la justice pénale internationale et la Cour, d'autant que la Cour se heurte à certaines difficultés et à une résistance dans les efforts qu'elle fournit pour juger les atrocités

les plus graves et prévenir de telles violations à l'avenir. Dans le cadre de la coopération entre la Slovénie et la CPI, nous voudrions remercier le Président de la Cour pour la visite qu'il a effectuée en Slovénie le mois dernier. Au cours de sa visite à Ljubljana, nous avons pu mener des discussions de fond sur les défis, le fonctionnement et le rôle de la Cour et d'autres questions d'actualité relatives à la justice pénale internationale.

Étant donné que le multilatéralisme fait de plus en plus l'objet de critiques et que les pressions récurrentes fragilisent l'ordre international fondé sur des règles, le renforcement de la coopération entre ses principaux partisans est essentiel. Le Conseil de sécurité et la CPI doivent redoubler d'efforts pour établir une relation efficace permettant à la Cour de s'acquitter de son mandat, qui consiste à combler les lacunes en matière d'impunité et à demander des comptes aux principaux responsables, et au Conseil de s'acquitter de son mandat de maintenir la paix et la sécurité internationales. Le partenariat entre les deux institutions renforce leur propre crédibilité et celle du système découlant du Statut de Rome.

Il est tout aussi important que les États coopèrent pleinement et promptement avec la Cour. Les États doivent être conscients des obligations juridiques qui leur incombent, telles que définies dans le Statut de Rome. Il va de soi que toute absence de soutien paralyse les activités de la Cour, en particulier lorsqu'il s'agit d'exécuter des mandats d'arrêt en suspens. Nous devons comprendre que la ratification universelle du Statut de Rome est indispensable en tant que facteur de dissuasion pour les crimes les plus graves. À cet égard, nous déplorons le retrait des Philippines de la Cour et la décision de la Malaisie de retirer son instrument d'adhésion au Statut de Rome. Nous nous félicitons des efforts que la Cour déploie actuellement pour coopérer avec ses partenaires internationaux et régionaux en vue de promouvoir l'universalité du Statut, de renforcer la coopération entre les États et de promouvoir l'adoption de lois nationales d'application. La Slovénie réaffirme son engagement à promouvoir les principes et l'universalité du Statut de Rome, ainsi que les poursuites engagées pour des crimes d'agression. En ce qui concerne l'intégrité du Statut de Rome et les efforts visant à le rendre plus cohérent, des changements s'imposent parfois pour améliorer la situation. Cette année, nous avons ratifié la suppression de l'article 124 du Statut de Rome. Comme cela a déjà été souligné, dans le cas d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international, le fait

d'affamer délibérément des individus doit être classé comme un crime de guerre au titre de l'article 8.

Pour lutter contre l'impunité, il est essentiel de disposer d'une Cour pénale internationale forte, mais il est également important que les tribunaux nationaux jouent leur rôle et soient dotés d'outils nécessaires pour engager des poursuites concernant des crimes internationaux. À cet égard, l'Initiative sur l'entraide judiciaire, qui est dirigée par la Slovénie aux côtés de l'Argentine, de la Belgique, de la Mongolie, des Pays-Bas et du Sénégal, propose l'adoption d'une convention internationale sur l'entraide judiciaire et l'extradition pour juger les crimes internationaux les plus graves au niveau national, ce qui permettrait de renforcer les capacités des tribunaux nationaux. À ce jour, 69 États ont exprimé leur appui à cette initiative. Le groupe restreint d'États à la tête de cette initiative poursuivra ses efforts en vue d'organiser des négociations sur une convention sur l'entraide judiciaire, qui doivent se tenir en Slovénie en juin 2020. Nous voudrions inviter tous les États qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à l'initiative sur l'entraide judiciaire.

Nous notons avec satisfaction que le mandat du Fonds au profit des victimes en matière de réparations commence à jouer un rôle plus important. Une justice réparatrice pour les victimes de crimes internationaux, leurs familles et leurs communautés est d'une importance capitale. Nous saluons également les efforts déployés par le Fonds pour s'attaquer aux problèmes de santé mentale et pour fournir un soutien psychologique aux victimes qui ont survécu à un conflit. C'est avec plaisir que la Slovénie continuera à contribuer au Fonds au profit des victimes.

Dans l'intérêt de la crédibilité et de l'intégrité de la Cour, il est essentiel de relever les défis actuels. À notre avis, toutes les discussions portant sur les divers aspects éventuels des processus de réforme doivent être fondées sur l'ouverture à une coopération constructive et un dialogue actif entre la Cour, ses États parties et la société civile. Toutes les mesures de réforme doivent donner lieu à des recommandations concrètes et applicables sur les moyens d'améliorer la performance et l'efficacité de la Cour. La publication synchronisée de trois plans, à savoir le plan stratégique de la Cour pour la période 2019-2021 et les plans stratégiques spécifiques du Bureau du Procureur et du Greffe, est un exemple à cet égard. Toutefois, il convient d'accorder une plus grande attention au fait que de nombreux problèmes peuvent et doivent être réglés par les États

parties eux-mêmes. Leur travail et leur rôle au sein de l'Assemblée des États Parties et des groupes de travail existants doivent contribuer à améliorer l'efficacité de la Cour, en gardant à l'esprit les caractéristiques propres à chaque instance.

Nous estimons que les différentes initiatives en cours qui visent à trouver des solutions aux problèmes auxquels la Cour fait face reflètent son importance et son rôle au sein de la communauté internationale dans son ensemble. Nous sommes fermement convaincus que grâce à des efforts conjoints et à l'appui indéfectible de l'ensemble des principaux acteurs du système du Statut de Rome, tous les obstacles au bon fonctionnement de la Cour peuvent être surmontés.

M. Nfati (Libye) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le juge Chile Eboe-Osuji, Président de la Cour pénale internationale (CPI), de sa présentation du rapport annuel (voir A/74/324), dont nous avons pris bonne note.

Une question revient sans cesse : où doivent être jugés les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale? Devant les tribunaux nationaux ou devant la Cour pénale internationale, à La Haye? Pour lutter contre l'impunité, le Statut de Rome a mis en place un système moderne qui combine les systèmes judiciaires nationaux et internationaux, dans le but d'enquêter sur les crimes les plus graves - les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide. C'est ainsi qu'est née la notion de juridiction complémentaire de la CPI, pour encadrer la relation la justice pénale internationale et la justice pénale nationale, qui ont toutes à gagner de cette complémentarité dans le cadre de leurs travaux. C'est pour cette raison que la Libye a coopéré avec la CPI jusqu'à présent afin que justice soit rendue, en insistant toutefois sur le respect de la souveraineté de l'État libyen dans l'application de sa législation nationale aux crimes commis sur son territoire. Même si nous sommes pleinement conscients des retards accusés s'agissant de poursuivre et de juger les personnes inculpées, ces retards ne signifient pas que la justice libyenne n'a pas la volonté de juger et de punir les auteurs de crimes. Ces retards sont tout simplement dus aux conditions de sécurité en Libye. J'en veux pour preuve le fait que notre appareil judiciaire national a déjà engagé des poursuites contre un grand nombre d'accusés, et en a même condamné certains et acquitté d'autres. Il faut donc respecter la compétence de nos tribunaux nationaux.

Nous soulignons en outre que pour permettre au système judiciaire libyen de remplir ses obligations en matière de justice et de promotion de l'état de droit, la communauté internationale doit prendre des mesures sérieuses pour aider le Gouvernement d'entente nationale à sortir de la crise de sécurité que connaît la Libye, parallèlement aux efforts déployés pour faire aboutir le processus politique. Elle peut apporter son appui aux institutions chargées de l'application de la loi afin de leur donner les moyens de renforcer la paix et la stabilité, de contenir les facteurs qui sont à l'origine des violations et des crimes qui sont commis, de confisquer les outils utilisés pour commettre ces crimes, en particulier les armes, et de lutter contre les groupes terroristes et hors-la-loi.

Pour terminer, nous réaffirmons la volonté des autorités libyennes à amener les auteurs de crimes à en répondre et à lutter contre l'impunité, conformément au principe de l'application territoriale de la loi, qui incarne l'état de droit. Le système judiciaire libyen est indépendant, impartial et à même de garantir la justice pénale et sociale, une fois que les institutions de l'État seront stabilisées, et il le fera, par la grâce de Dieu.

M^{me} Rush (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Président Chile Eboe-Osuji de son rapport (voir A/74/324) et de son action à la tête de la Cour pénale internationale. Nous nous félicitons des récentes réalisations de la Cour, telles que décrites dans le rapport du Président, ainsi que de ses relations avec l'ONU. Nous prenons note avec satisfaction des échanges de la Cour avec les États, l'ONU, les organisations intergouvernementales et régionales et la société civile, qui visent à resserrer sa coopération avec eux, à mieux les sensibiliser à ses activités et à mobiliser leur appui.

La Nouvelle-Zélande appuie fermement la Cour et le mandat qui lui a été confié d'amener les auteurs de crimes internationaux les plus graves à rendre des comptes. En tant qu'unique cour pénale internationale permanente, elle a un rôle crucial à jouer dans le système des mécanismes internationaux de responsabilisation, et nous saluons la précieuse contribution qu'elle a apportée à ce système jusqu'à présent. La Cour et son Statut ont progressivement établi un nouveau paradigme en matière de justice pénale internationale, qui fait que la responsabilité pour les atrocités criminelles fait désormais partie intégrante de l'état de droit. À ce titre, la Cour est l'un des nombreux organes qui appliquent le principe de responsabilité pour les crimes internationaux les plus graves.

Cela étant dit, c'est aux États qu'il incombe au premier chef de prendre des mesures robustes et appropriées face aux crimes internationaux. La Cour est un tribunal indépendant appelé à juger ces crimes en dernier recours. Les tribunaux et les procédures judiciaires nationaux qui garantissent l'application du principe de responsabilité aux auteurs de crimes internationaux jouent un rôle essentiel pour la mise en œuvre du principe de complémentarité. En s'acquittant de cette responsabilité, les États Parties apportent leur appui aux activités de la Cour, qui se concentrent sur les enquêtes et les poursuites concernant les crimes internationaux les plus graves, conformément au principe de complémentarité.

La Cour a célébré le vingtième anniversaire de la création de son Statut l'année dernière, ouvrant ainsi un nouveau chapitre de son existence. Nous saluons, certes, ses nombreux succès et réalisations, mais certains problèmes subsistent. La Nouvelle-Zélande note avec satisfaction que la Cour et les États parties étudient conjointement des possibilités de réforme en vue de renforcer la Cour et d'améliorer l'exécution efficace de son mandat. Toute réforme éventuelle doit fournir à la Cour les moyens dont elle a besoin pour mieux appliquer le principe de responsabilité et garantir un contrôle approprié.

La Cour a apporté d'importantes contributions à la jurisprudence et à la justice pénales internationales grâce à la qualité et à la nature de ses fonctions et décisions judiciaires. Telle est sa principale fonction, et nous exhortons tous les États parties à l'appuyer et à la défendre, notamment en prenant des mesures concrètes pour doter les magistrats qui siègent à la Cour de tous les moyens nécessaires pour permettre à celle-ci de jouer pleinement son rôle. La Nouvelle-Zélande se réjouit à la perspective de mener des échanges de vues constructifs avec les autres États parties et la société civile sur la question de la réforme et d'autres questions avant et pendant la prochaine Assemblée des États parties.

À la lumière des progrès que la Cour et les États parties continuent d'enregistrer s'agissant de rendre justice et d'appliquer le principe de responsabilité pour les crimes les plus graves, la Nouvelle-Zélande s'engage en faveur de la poursuite d'un dialogue ouvert, honnête, respectueux et centré sur les objectifs communs de la communauté internationale. La réalisation de cet objectif passe par la coopération aux niveaux national, régional et international. L'indépendance et l'impartialité de la Cour sont fondamentales pour son

mandat et sa crédibilité, et la Nouvelle-Zélande exhorte tous les États à respecter ces principes et à s'en inspirer dans leurs échanges avec la Cour. Nous sommes avant tout attachés à la Cour, et nous collaborerons avec d'autres pays pour veiller à ce qu'elle continue d'être et soit perçue comme une institution judiciaire efficace et durable.

M. Bondiuk (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine s'associe à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne, et je voudrais faire les observations suivantes à titre national.

Je voudrais tout d'abord remercier le Président de la Cour pénale internationale (CPI) de sa présentation exhaustive des activités annuelles de la Cour.

Nous nous félicitons des mesures prises par la Cour pour améliorer ses travaux et optimiser l'utilisation de ses ressources, ainsi que de l'adoption d'un plan stratégique pour la période 2019-2021. Nous notons avec satisfaction qu'à la suite de l'activation, l'année dernière, de la compétence de la Cour à l'égard du crime d'agression, plusieurs États parties ont déjà ratifié ou accepté l'amendement relatif à ce crime. L'efficacité de toutes les activités de la Cour – de ses enquêtes en cours à ses activités judiciaires – dépend de la coopération des États. Cette coopération est une contribution importante à la prévention des crimes les plus graves et à la lutte contre l'impunité pour ces crimes.

L'Ukraine, qui est un des premiers États à avoir appuyé l'idée de créer une cour internationale permanente fondée sur un traité, a participé activement aux travaux de la Commission préparatoire de la CPI et signé le Statut de Rome en 2000. Par la suite, elle a également été un des premiers États non parties à ratifier l'Accord sur les privilèges et immunités de la CPI. Croyant fermement en cette juridiction de dernier recours, le Gouvernement ukrainien a déposé le 17 avril 2014 une déclaration en vertu du paragraphe 3 de l'article 12 du Statut de Rome, portant acceptation de la compétence de la CPI pour les crimes commis sur son territoire entre le 21 novembre 2013 et le 22 février 2014. En outre, le 8 septembre 2015, le Gouvernement ukrainien a déposé une deuxième déclaration en vertu du même article du Statut, portant acceptation de la compétence de la CPI pour les crimes commis sur son territoire à compter du 20 février 2014, c'est-à-dire lorsque l'agression militaire russe contre l'Ukraine a commencé. Je tiens à rappeler que ces déclarations ont été faites pour une durée indéfinie. La CPI pourra donc exercer sa compétence pour connaître de ces crimes, quelle que

soit la nationalité de leurs auteurs et même s'il s'agit de citoyens d'un État tiers.

Nous nous félicitons qu'au cours de la période considérée, le Bureau du Procureur ait axé son analyse sur les crimes commis en Crimée et dans l'est de l'Ukraine en vue de recenser les cas susceptibles de donner lieu à une enquête. Le Gouvernement ukrainien et les organisations non gouvernementales ukrainiennes et étrangères continuent de fournir des informations complémentaires à la Cour et de coopérer avec le Bureau du Procureur au sujet de l'examen préliminaire, aussi bien dans le cadre de consultations tenues à la Cour que lors de missions menées en Ukraine, la dernière datant du mois de juin. Les services de police ukrainiens, en coopération avec les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de la personne, ont notamment continué de recueillir et de transmettre à la Cour des informations et des éléments de preuve sur la qualification du conflit armé en cours en Ukraine comme conflit armé international causé par une agression armée étrangère, ainsi que sur les nombreux crimes de guerre commis par les forces armées de l'État agresseur, ses autorités d'occupation, son personnel et ses supplétifs dans les territoires ukrainiens temporairement occupés. Nous savons gré au Bureau du Procureur du travail effectué et attendons avec intérêt le rapport de la CPI sur ses activités d'examen préliminaire en 2019.

Les attentes du peuple ukrainien en matière de justice demeurent plus justifiées que jamais : il veut notamment que tous les auteurs de crimes graves commis dans son pays soient traduits en justice et tenus de répondre de leurs actes. À cet égard, l'Ukraine réaffirme son appui sans réserve à la CPI. Pour terminer, je voudrais insister sur le fait que la lutte contre l'impunité est directement liée à l'instauration de la paix et de la sécurité pour tous.

M^{me} Blais (Canada) : Le Canada appuie depuis longtemps la Cour pénale internationale (CPI), ainsi que ses efforts pour tenir responsables les auteurs de crimes internationaux graves. Faire en sorte que les auteurs de ces crimes aient à répondre de leurs actes contribue à mettre fin à l'impunité, qui est inextricablement liée au respect de la primauté du droit. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'impunité au Myanmar, mais nous sommes satisfaits de constater que la Cour examine actuellement les allégations de crimes contre l'humanité commis contre le peuple rohingya. Nous reconnaissons toutefois les limites intrinsèques liées au fait que la Cour doit rester dans les limites de

sa compétence. Pour cette raison, le Canada continue de demander au Conseil de sécurité de renvoyer la situation au Myanmar à la CPI. Un tel renvoi garantirait que la Cour a la compétence pour enquêter sur tous les crimes atroces commis contre le peuple rohingya.

Comme la Cour l'a noté dans son rapport (voir A/74/324), la prérogative reconnue au Conseil de sécurité de pouvoir déférer une situation à la Cour peut faciliter l'application du principe de responsabilité dans les pays où des crimes graves ont pu être commis mais où la Cour n'a pas compétence pour agir. La Cour a également noté qu'un dialogue structuré avec le Conseil de sécurité pourrait améliorer la mise en œuvre des résolutions du Conseil en matière de renvoi et renforcer la lutte contre l'impunité. De telles discussions pourraient également aider à garantir que la CPI reçoit un niveau de financement approprié pour les affaires qui lui sont renvoyées par le Conseil. Le Canada appuierait donc la mise en place d'un dialogue structuré avec le Conseil de sécurité.

Puisqu'il est important d'avoir une Cour pénale internationale solide, le Canada accueille aussi favorablement les discussions qui sont menées en vue de déterminer les domaines susceptibles de la renforcer, et en particulier les efforts déployés par le Bureau pour réunir les États parties à cette fin. Bien que les sujets de discussion soient nombreux, le Canada appuie les efforts visant à accroître la diversité et à améliorer l'équilibre entre les genres au sein de la Cour, assurant des processus de sélection nationaux solides pour les candidats aux postes qui sont pourvus par élection et veillant à une meilleure affectation des ressources pour que la Cour puisse mener à bien sa mission. Le Canada se réjouit à la perspective de collaborer avec les autres États parties sur ces questions à l'Assemblée des États Parties en décembre.

Je m'en voudrais de ne pas réitérer brièvement notre conviction selon laquelle la ratification universelle du Statut de Rome est essentielle au succès de la Cour. Puisque d'autres instances s'avèrent moins efficaces qu'on l'espérait pour faire en sorte que les auteurs de crimes atroces aient à répondre de leurs actes, notre priorité doit être de continuer à rechercher l'universalité du Statut de Rome. Comme la Cour, nous apprécions grandement les efforts déployés par la société civile pour mener des activités en faveur de l'universalisation du Statut de Rome. Cependant, il incombe également à tous les États parties de soulever régulièrement cette question auprès des États non parties, compte tenu du

rôle important que joue la Cour dans la lutte contre l'impunité.

La coopération internationale est également essentielle au succès de la Cour. À cet égard, le Canada fait écho à la profonde inquiétude exprimée par la Cour, selon laquelle des demandes d'arrestation et de remise à l'encontre de 15 personnes restent en suspens. La Cour ne peut réussir dans ses travaux que si les États parties donnent suite aux mandats d'arrêt et prêtent assistance aux enquêtes en cours. Pour cette raison, le Canada salue la prompte exécution des deux nouveaux mandats d'arrêt émis par la Cour au cours de la dernière année, pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité présumés commis en 2013 et 2014 en République centrafricaine, et le transfèrement des personnes sous la garde de la Cour. Nous saluons aussi la description de la coopération en cours des États parties pour ce qui est des enquêtes. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions tenir responsables les auteurs de crimes internationaux graves.

Je voudrais terminer en soulignant que le Canada continuera d'apporter un soutien solide à la Cour et qu'il se réjouit de poursuivre les discussions sur les efforts visant à la renforcer.

M^{me} Pino Rivero (Cuba) (*parle en espagnol*) : La délégation cubaine prend note du rapport du Secrétaire général (voir A/74/324) et tient à signaler sa forte détermination à lutter contre l'impunité pour les crimes qui touchent la communauté internationale.

La situation qui prévaut actuellement au niveau international et les faits survenus ces dernières années démontrent clairement qu'il importe de disposer d'une institution juridictionnelle internationale qui soit indépendante et qui mène la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves. Toutefois, en vertu de l'article 16 du Statut de Rome et des larges pouvoirs conférés au Conseil de sécurité en ce qui concerne l'activité de la Cour pénale internationale (CPI), il s'avère en réalité que la Cour n'est pas du tout une institution indépendante. En plus de porter atteinte à l'essence même de la juridiction de cet organe, cette question viole le principe capital de l'indépendance des organes judiciaires et met à mal la transparence et l'impartialité de l'administration de la justice. Les renvois d'affaires à la Cour par le Conseil de sécurité confirment la tendance négative que notre pays a dénoncée à maintes reprises. Par le processus de renvois du Conseil de sécurité, le droit international est constamment violé et l'on s'en prend aux pays en développement au nom d'une prétendue

lutte contre l'impunité. C'est pourquoi Cuba réitère sa position en faveur de la création d'une juridiction pénale internationale impartiale, non sélective, efficace et juste, qui soit complémentaire des systèmes judiciaires nationaux et véritablement indépendante, et donc exempté de toute subordination à des intérêts politiques qui pourraient saper son fondement même.

Cuba rappelle que la CPI ne peut ignorer les traités internationaux et les principes du droit international et qu'elle doit respecter les principes du droit relatif au consentement d'un État à être lié par un traité, énoncé à l'article 11 de la Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités. Cuba voudrait réitérer sa profonde préoccupation au sujet du précédent créé par les décisions de la Cour d'engager des procédures judiciaires contre des ressortissants d'États non parties au Statut de Rome qui n'ont même pas reconnu sa compétence conformément à l'article 12 du Statut. D'autre part, la juridiction de la CPI doit rester indépendante des organes politiques de l'Organisation des Nations Unies et elle doit toujours fonctionner comme institution complémentaire des juridictions pénales nationales. Le Statut de Rome n'a jamais eu pour but de remplacer les juridictions nationales.

La CPI doit informer l'Assemblée générale de ses activités, conformément à l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la CPI. Bien qu'elle ne soit pas un État partie à la Cour, Cuba est prête à continuer de participer activement au processus de négociations concernant cette institution, en particulier concernant la résolution adoptée chaque année par l'Assemblée générale en relation avec les rapports de la CPI. Toutefois, nous réitérons notre préoccupation face aux tentatives de violation de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la CPI, en particulier en ce qui concerne les relations de la Cour avec le Conseil de sécurité. Il convient de noter que le rapport publié sous la cote A/74/324 fait référence à la nécessité de structurer le dialogue entre les deux organes, une question qui, à notre avis, va au-delà des mandats énoncés dans l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la CPI.

Depuis près de 60 ans, le peuple cubain est victime d'une des pires formes d'agression. Harcèlement et agression ont provoqué des milliers de décès et de blessés dans notre pays. Des centaines de familles ont perdu des enfants, des parents, des frères et des sœurs, et il y a eu d'incalculables pertes matérielles économiques et financières. Pourtant, la définition du crime

d'agression convenue à la Conférence de révision du Statut de Rome de la CPI, tenue à Kampala, est très loin de tenir compte de certains des éléments mentionnés ici. La définition du crime d'agression doit englober toutes les formes d'agression qui ont lieu dans les relations internationales entre les États. Elle ne doit pas se limiter au recours à la force armée, mais doit inclure également les atteintes à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des États.

Pour terminer, Cuba réaffirme sa volonté de lutter contre l'impunité, son attachement à la justice pénale internationale et son adhésion aux principes de transparence, d'indépendance et d'impartialité, ainsi qu'à la stricte application et au respect intégral du droit international.

M. Liu Yang (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise remercie le Président Chile Eboe-Osuji de son rapport annuel (voir A/74/324) sur les activités de la Cour pénale internationale (CPI). La Chine a pris note des efforts continus déployés par la CPI dans des domaines tels que les enquêtes, les procès et les réparations aux victimes. Toutefois, au niveau international, les doutes quant à l'autorité et à la crédibilité de la Cour ne cessent de croître. Il y a cinq grandes questions à cet égard. Premièrement, les principales préoccupations de certains États parties n'ont pas été effectivement prises en compte dans le cadre de la CPI. Deuxièmement, l'approche de la Cour à l'égard de la règle relative à l'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère est sujette à controverse, et un certain nombre d'États estiment qu'il serait sage que l'Assemblée générale demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sur cette question. Troisièmement, la Chambre préliminaire de la Cour a indûment étendu sa compétence au point de brouiller les frontières entre États parties et États non parties. Quatrièmement, la Cour ne semble pas disposer de conditions et de critères explicites et uniformes pour autoriser la Procureure à enquêter sur une situation donnée. Cinquièmement, une juge a accepté d'être nommée ambassadrice pour son pays tout en continuant d'intervenir dans des procès, ce qui a suscité un scepticisme généralisé. Bien que par la suite cet état de chose ait été rectifié, cette situation n'aurait pas dû se produire dans une instance judiciaire internationale dont la raison d'être même est de garantir l'indépendance et l'impartialité.

La Chine a également pris note du fait que l'arrêt rendu par la Chambre d'appel de la Cour en mai de cette

année, sur un appel interjeté par la Jordanie, a suscité de vives préoccupations parmi les différentes parties. L'arrêt, fondé sur les pratiques des tribunaux pénaux internationaux *ad hoc* compétents, a déterminé que l'immunité des Chefs d'État ne s'appliquait pas devant les institutions judiciaires internationales en tant que règle du droit international coutumier. Cependant, la Cour n'a pas expliqué dans le détail les différences entre les contextes et les conditions spécifiques dans lesquels exercent ces tribunaux pénaux internationaux. Par exemple, les statuts des tribunaux contiennent des dispositions explicites relatives à l'immunité des chefs d'État, et des dispositions similaires sont présentes dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous avons constaté en observant les pratiques nationales que la grande majorité des États reconnaissent invariablement et sans équivoque que l'immunité s'applique aux chefs d'État et aux autres hauts-fonctionnaires, sans exception. En outre, les Chambres préliminaires et d'appel de la Cour ont rendu de multiples jugements sur des questions pertinentes mais ont invoqué des raisons différentes, voire contradictoires, au détriment de l'autorité et de la crédibilité de la Cour.

La Chine est d'avis que la Cour doit prendre des mesures concrètes et efficaces pour remédier à ses lacunes et améliorer son fonctionnement afin de répondre aux appréhensions et aux préoccupations de la communauté internationale concernant toutes les questions que j'ai mentionnées. La Chine espère que la Cour exercera son autorité avec précaution, dans le strict respect du Statut de Rome, afin de garantir que ses activités judiciaires soient conformes aux principes fondamentaux du droit international, notamment les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et parvenir à une équité et une justice véritables.

M. Jiménez Piernas (Espagne) (*parle en espagnol*) : C'est pour moi un grand honneur que de prendre de nouveau la parole à l'Assemblée générale pour aborder une question de la plus haute importance. L'Espagne considère prioritaire la consolidation de la Cour pénale internationale, dont le rôle consiste à enquêter sur les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale et à juger les auteurs de ces crimes en tant que juridiction de dernier recours, complémentaire des juridictions nationales, en vue de mettre fin à l'impunité, de prévenir de tels crimes et de rendre justice aux victimes.

Je tiens en premier lieu à souligner que l'Espagne s'associe à la déclaration prononcée tout à l'heure au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

Je souhaite également saluer le travail qu'accomplit la Cour, parce qu'elle continue de fonctionner. Elle est actuellement saisie de 11 affaires en cours et de 11 autres affaires qui en sont au stade préliminaire. Certaines affaires sont en phase d'appel, d'autres sont en attente de jugement, d'autres touchent à leur fin, et d'autres encore viennent d'être prises en charge par la Cour. Toutes ces activités sont répertoriées dans le rapport qui couvre la période allant du 1^{er} août 2018 au 31 juillet 2019 (voir A/74/324), présenté par le Président Eboe-Osuji. Nous le remercions sincèrement, ainsi que les juges, la Procureure Bensouda et l'ensemble du personnel de la Cour pénale internationale. La Cour est une des plus grandes réussites de la communauté internationale de l'époque récente. Depuis l'adoption du Statut de Rome il y a 20 ans, Les États suivent les activités de la Cour, tant depuis leurs capitales qu'en participant aux groupes de travail, aux comités et aux réunions de l'Assemblée des États parties. Cette attention est liée à l'importance du mandat de la Cour, à la composante politique de ses travaux et au fardeau que représente son budget pour les finances des États parties.

La Cour est actuellement confrontée à de nombreux défis. Nous devons mobiliser notre attention, entre autres, sur la nécessité de lancer un processus d'examen technique qu'entreprendront des experts indépendants afin d'améliorer la performance, l'efficacité et l'efficacé de la Cour dans certains domaines fondamentaux, en particulier la gouvernance de cette institution et les travaux du Bureau du Procureur. Le rapport doit être présenté en septembre 2020 pour être examiné à la dix-neuvième session de l'Assemblée des États Parties, soit presque au même moment que l'aboutissement du processus d'élection de neuf juges et du Procureur. Il convient également de mentionner la coopération avec les États parties, la protection des victimes et l'élection des candidats aux postes à plus haute responsabilité, ce que nous allons faire maintenant.

Il est certain que la Cour jouit de l'appui ferme, bien qu'informé et critique, d'un groupe d'États de plus en plus nombreux, dont l'Espagne fait évidemment partie. Mais la Cour est aujourd'hui confrontée à un grand nombre de défis, anciens, nouveaux ou récurrents, qui compliquent l'administration de la justice pour les crimes les plus graves aux yeux de l'ensemble de la communauté internationale. Nous déplorons les

obstacles et les difficultés que rencontre la Cour alors qu'elle tente de s'acquitter de ses fonctions, en particulier les menaces de représailles contre la Procureure, qui est la personne choisie pour poursuivre les auteurs de ces crimes au nom de la communauté internationale. Ces attaques sont inacceptables parce qu'elles restreignent sa liberté d'enquête. Au siège de l'Assemblée générale, de nombreux États ont réaffirmé et continueront de réaffirmer leur ferme appui à la Cour en tant qu'instrument clef du développement de l'administration de la justice au sein du système universel. La Cour n'est pas encore une organisation universelle, mais c'est sa vocation. Les États parties et la société civile continuent d'œuvrer à la réalisation de cet objectif. Dans l'intervalle, notre objectif principal doit être de la protéger pour lui permettre de travailler sans ingérence indue de la part de parties tierces et avec tous les moyens nécessaires.

Le fait d'être un État partie à la Cour suppose évidemment que l'on participe à sa configuration et à celle de ses organes. Néanmoins, au fil des ans, nous avons constaté que certains États refusent de coopérer avec la Cour, notamment lorsque celle-ci agit sur la demande du Conseil de sécurité en sa qualité de garant de la paix et de la sécurité internationales, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Nous avons la responsabilité de faire tout notre possible pour remédier à ce manque de coopération lorsqu'il se produit et pour éviter qu'il ne se reproduise à l'avenir. Nous saluons donc la décision prise récemment par la Chambre d'appel en ce qui concerne la non-coopération d'un État partie, car cela renforce le rôle de la Cour vis-à-vis des États, en particulier compte tenu du fait que c'est le Conseil de sécurité qui avait saisi la Cour dans ce cas particulier.

La coopération avec la Cour reste un des principaux défis que nous devons relever. Cela nous permet également de démontrer notre appui à la Cour et notre attachement à ses travaux. Ces dernières années, des accords bilatéraux de coopération ont été conclus avec la Cour, dans l'objectif principal d'essayer de développer des aspects qui ne furent pas prévus au Statut de Rome à l'époque, mais qui se sont révélés fondamentaux pour le bon déroulement des tâches de la Cour. L'Espagne négocie actuellement avec la Cour la conclusion de deux accords de coopération : un accord de coopération judiciaire novateur, qui permettra l'articulation d'une relation fluide et efficace entre les organes judiciaires espagnols et la Cour, et un accord sur l'exécution des peines, qui s'inscrit dans le cadre

des accords généralement conclus entre la Cour et les États Parties.

On ne saurait poursuivre sans évoquer les victimes des crimes dont la Cour est saisie. La jurisprudence de la Cour prouve à quel point nous sommes face à un pouvoir impartial, aucunement soupçonné de prendre parti ou de ne pas tenir compte des droits de l'une ou l'autre des parties au processus. Mais les acquittements, qui sont le fruit d'un système garant et respectueux des droits de toutes les parties, donnent lieu à une frustration compréhensible chez les victimes. Il est essentiel de les prendre en charge et d'améliorer leur statut en consolidant la pratique d'une assistance gratuite financée sur le budget de la Cour, sans oublier le rôle essentiel joué par le Fonds au profit des victimes, auquel l'Espagne contribue régulièrement dans la mesure de ses disponibilités financières. Dans le cadre de son mandat d'assistance, le Fonds a déjà aidé plus de 400 000 victimes, en effectuant le versement des réparations prévues par les verdicts de la Cour dans les cas où les personnes condamnées ne sont pas en mesure d'honorer ces paiements. Les contributions volontaires au Fonds sont indispensables pour garantir le droit des victimes à des réparations, préservant ainsi l'efficacité du système créé par le Statut de Rome.

Pour terminer, j'évoquerai la question toujours sensible de l'élection des personnes qui occuperont les postes les plus importants de la Cour dans les années à venir. Sans préjudice des autres postes, je voudrais aborder en particulier le Bureau du Procureur et les juges. Un nouveau cycle d'élections approche, et il est essentiel que les nominations soient guidées par la recherche et l'évaluation de profils techniques reconnus. Le travail dont s'acquitteront les personnes élues dans les prochaines années exige des candidats affichant, plus que tout autre critère, une grande expérience en la matière et des compétences techniques garanties. C'est la seule manière d'assurer que les tâches de la Cour seront couronnées de succès à l'avenir.

La Cour pénale internationale est un maillon fondamental du système complexe que la communauté internationale construit depuis 1945 pour rendre le monde meilleur. Nous avons la responsabilité non seulement de préserver cet héritage, mais aussi de l'améliorer par nos propres actions. Nous devons saisir toutes les occasions, comme les élections prochaines des juges et

du Procureur, de renforcer la Cour, sans perdre de vue l'importance de son mandat s'agissant de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M^{me} Azucena (Philippines) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Président de la Cour pénale internationale (CPI) de son rapport (voir A/74/324). Les Philippines se dissocient du projet de résolution A/74/L.8.

Le retrait des Philippines du Statut de Rome a pris effet le 17 mars. Notre décision de nous retirer est fondée sur notre position de principe contre ceux qui politisent les droits de la personne et font fi des organes et institutions indépendants de notre pays, qui fonctionnent bien et qui continuent d'exercer leur compétence sur les accusations qui découlent de nos efforts pour protéger notre peuple. Comme dans toutes les démocraties, les rouages de la justice tournent – parfois lentement, mais ils tournent. La primauté du droit ne peut ni ne doit être compromise au profit d'une justice expéditive. Malgré notre retrait du Statut de Rome, nous affirmons notre détermination à lutter contre l'impunité des atrocités criminelles. Nous nous sommes dotés d'une législation nationale qui punit ces crimes. De fait, nous commémorons cette année le dixième anniversaire de la loi philippine sur les crimes contre le droit international humanitaire, le génocide et autres crimes contre l'humanité.

Nombreux sont ceux qui oublient opportunément que le Statut de Rome est ancré dans le principe de complémentarité, et non de substitution. Il reconnaît que les États ont, au premier chef, la responsabilité et le droit d'engager des poursuites en cas de crimes internationaux, et que la CPI ne peut exercer sa compétence que lorsque les systèmes juridiques nationaux n'ont pas la volonté ou sont dans l'incapacité de poursuivre ces crimes. Nous en avons la volonté et la capacité. La CPI n'a jamais été conçue pour se substituer aux tribunaux nationaux, contrairement à ce que certains voudraient. En début d'année, un membre du groupe terroriste Maute a été condamné devant un tribunal pour violation du droit international humanitaire, ce qui témoigne de l'application effective, par les Philippines, de leur législation nationale et du droit international humanitaire.

La séance est levée à 13 heures.